



ledélit

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill.
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

McGill DAILY ledélit

DPS *SPD*

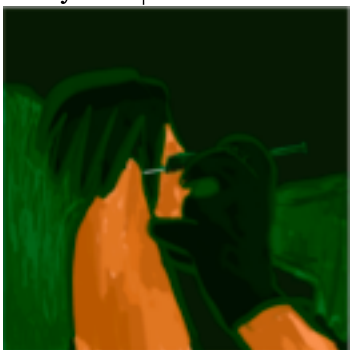
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Épidémie de rougeole au Bangladesh

COVID-19, pénurie de vaccins et instabilité politique.

Alors que le Bangladesh semblait en voie d'éradiquer la rougeole, le pays connaît aujourd'hui une importante résurgence de la maladie. Entre mars et septembre 2026, le pays a compté plus de 166 000 cas d'enfants présentant des symptômes de rougeole et près de 1 000 morts qui pourraient lui être associées. De leur côté, les centres de santé du Bangladesh ont enregistré 146 000 hospitalisations. Ces chiffres marquent la plus importante épidémie ac-

Catvy Tran | Le Délit



tive de rougeole dans le monde.

Un couverture vaccinale fragilisée

En 2024, la couverture vaccinale de la population infantile bangladaise contre la rougeole était garantie grâce à des campagnes de vaccination tous les quatre ans, maintenant l'immunité de chaque nouvelle génération. 93 % des enfants cette année-là avaient reçu deux doses du vaccin. Bien que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande 95 % de vaccinés pour une immunité efficace, ce chiffre reste plus élevé que celui de l'année suivante, 2025, qui était de 86 %.

Cette baisse est autant due aux mesures de confinement du COVID-19 entre 2020 et 2023 qu'à l'instabilité politique du Bangladesh en 2024. En effet, le Bangladesh a destitué sa première ministre, Sheikh Hasina, en 2024, la forçant à s'exiler en Inde et à laisser derrière elle un gouvernement par intérim jusqu'aux élections

du 12 février 2026, durant lesquelles Tarique Rahman fut élu.

C'est lors de cette transition mouvementée que le rappel des vaccins contre la rougeole a été relégué au second plan. Le gouvernement actuel attribue une partie des pénuries de vaccins aux décisions prises sous les administrations de Sheikh Hasina et de Muhammad Yunus, premier ministre par intérim. Les anciens ministres ne se sont pas prononcés au sujet de ces accusations, mais la complexité des facteurs ayant œuvré en faveur de cette épidémie rend la désignation de coupables définis difficile.

Avant même la pénurie de vaccins au Bangladesh, la pandémie du COVID-19 avait poussé plusieurs familles à ne pas amener leurs enfants aux points de vaccination offerts par le gouvernement.

La réponse du gouvernement

Face à la hausse de cas de rougeole, le gouvernement de Tarique

Rahman a lancé une campagne nationale de vaccination et de prévention avec l'aide de l'OMS et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). En septembre 2026, 19,7 millions d'enfants, dont la majorité étaient âgés de moins de cinq ans, ont reçu une dose du vaccin contre la rougeole, peu importe s'ils en avaient déjà reçu dans le passé. Cependant, Tajul Abdul Bari, expert en vaccination, explique dans une entrevue avec NPR qu'il faut continuer à étendre la couverture vaccinale aux enfants de dix ans et moins, plaçant ainsi le nouveau but de vaccination à 22,6 millions d'enfants.

Malgré la campagne en cours, les autorités sanitaires s'attendent à ce que le nombre de cas demeure élevé au cours des prochains mois, le temps d'augmenter suffisamment la couverture vaccinale. ☹

Minola Grent
Éditrice Actualités

RÉDACTION

3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédacteur en chef

rec@delitfrancais.com
Timotée Allouch-Chantepie

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Juliette Cherifi
Minola Grent
Matteo Fracassi

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Jiayuan Cao
Rose Langlois

Société

societe@delitfrancais.com
Juliette Aviat
Dalia Djazouli
Joséphine Miton

Coin Queer

coinqueer@delitfrancais.com
Sixtine Nicolay

Coordonnatrice de la production

production@delitfrancais.com
Héloïse Durning

Visuel

visuel@delitfrancais.com
Ana Camila Torchia
Catvy Tran

Photographe

visuel@delitfrancais.com
Félix Fournier

Coordonnateur-ice-s de la correction

correction@delitfrancais.com
Naomi Degueldre
Salma Rabeil

Coordonnatrices réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Catherine Brunet Rodriguez
Vacant

Contributeur-ice-s

Louane Biquin, Bebe Cutter, Laurence Drouin,
Elena Montefiori, Owen Roberts, Euniden
Urias

Couverture

Ana Temmers

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Letty Matteo

Ventes et assistance administrative

Letty Matteo

Support graphique et technique

Mathieu Menard

Comptable

Boris Shedov

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Ingara Maidou

Conseil d'administration de la SPD

Timotée Allouch-Chantepie, Gali Bonin, Héloïse Durning, Adair Nelson, Ingara Maidou, Vincent Maraval, Letty Matteo, Raphael Miro, Sena Ho, Layla Lamrani

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit est indépendant de l'Université McGill. Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeur-ice-s ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïd par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Victoire de l'AFD en Saxe-Anhalt

Un symptôme de plus, ou une rupture historique?

Dimanche 6 septembre, Saxe-Anhalt, Allemagne. Pour la première fois depuis l'entre-deux-guerres, l'extrême droite ne sonne plus à la porte des Allemands, elle la défonce. Le 6 septembre, l'Alternative pour l'Allemagne, ou *Alternative für Deutschland* (AFD), recueille 43,8 % des suffrages exprimés et pourrait, en cas d'alliance, devenir le premier parti d'extrême droite à diriger un État fédéré (*Land*) depuis 1945. Classé « parti extrémiste de droite » par le renseignement intérieur allemand, le contraste est frappant avec ses homologues européens. En effet, l'AFD s'écarte de la stratégie de normalisation et de « lissage d'image » menée par le Rassemblement national en France ou par *Fratelli d'Italia* en Italie.

Montée des extrêmes telle que celle déjà observée et largement décrite ailleurs en Europe? Ou réel revers en Allemagne, celui d'un « cordon sanitaire contre l'extrême droite qui saute »?

Selon l'Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe (EHNE), l'Alternative pour l'Allemagne est un parti national-populiste radical fondé en 2013. Parmi ses dirigeants, on retrouve d'anciens membres de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU). L'AFD serait née de l'opposition à la politique de sauvetage de la Grèce, et est ainsi connue pour son orientation eurosceptique

et nationaliste. Or, depuis la crise migratoire de 2015, le parti prend une nette tangente. Alors qu'il se rapproche de mouvements anti-immigration et anti-islam, un conflit interne éclate entre forces modérées et extrêmes, aboutissant à une droitisement de sa ligne politique. En somme, l'AFD est aujourd'hui accusée de porter une politique nationale-conservatrice, anti-islam, anti-immigration, xénophobe, et négationniste. Cette minimisation outrancière de l'existence des crimes contre l'humanité, en particulier de celle de la Shoah, a certainement amplifié l'onde de choc en Europe dimanche dernier. L'AFD n'est pas juridiquement le successeur du parti nazi allemand (NSDAP); cependant, elle fait l'objet de nombreuses analogies concernant sa rhétorique aux symboles ambigus et le profil de son électorat.

Ces électeurs proviennent en réalité d'un transfert progressif depuis le parti *Die Heimat*, fief historique des néonazis en Allemagne. Néanmoins, l'AFD n'est ni le NSDAP ni *Die Heimat*, et l'Allemagne de 2026 n'est pas la République de Weimar. L'AFD se présente aujourd'hui à des élections dans un cadre démocratique structurellement solide – malgré les turbulences actuelles –, et nie toute implication antisémite. Le programme, lui, ne laisse aucun doute : fermeture stricte des frontières, sortie de l'espace Schengen, expulsions, restriction de l'affichage



Ana Camila Torchia | Le Délit

public de l'islam. Toutes ces promesses tiennent sous le mot d'ordre « remigration ». La Presse recueille les mots du chancelier Friedrich Merz mercredi dernier au *Bundestag*, où il a qualifié ce terme de synonyme de « nettoyage ethnique ». Il s'agit en effet d'un déplacement forcé de population, en écho à la théorie française du « grand remplacement ». Longtemps reléguée aux marges les plus radicales, la proposition de « remigration » semble avoir atteint le sommet du parti. Un glissement du marginal vers l'audible, que Fabian Wichmann, chercheur sur l'extrémisme, évoque comme symptôme d'un environnement politique en changement : « ils sentent que la culture, la température d'une société est en train de changer ».

En Allemagne, l'urne vient de confirmer ce climat. Cette température, on la retrouve aussi de ce côté-ci de l'Atlantique. Le Canada n'en est pas là,

mais le réseau Diagonale, né en 2020 et dont la visibilité s'est accrue lors du convoi de la liberté de 2022, mobilise une esthétique comparable, entre humour potache et symboles détournés. La Chambre des communes l'a qualifié d'organisation extrémiste violente. La percée récente du Parti conservateur du Québec d'Éric Duhaime relève d'un tout autre registre, mais témoigne de la même banalisation du discours anti-immigration dans le débat public. Dans *Policy*, le sociologue politique canadien et enseignant à l'Université McGill Daniel Béland insiste sur l'aspect fulgurant de cette montée en force. La question posée par l'AFD dimanche dernier n'est donc pas seulement celle d'une droitisement allemande, mais celle d'un nouvel environnement politique global. ☹

Elena Montefiori
Contributeurice

Nouvelle étape dans le parcours électoral

Avant le 5 octobre, QS, PLQ et PVQ courtisent les étudiants de McGill.

La salle de bal du Centre universitaire de McGill a ouvert ses portes le jeudi 10 septembre pour un débat entre candidats aux élections provinciales. Vingt-cinq jours avant le passage aux urnes, Québec solidaire (QS), le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti vert du Québec (PVQ) ont chacun envoyé leurs émissaires pour rallier la centaine d'étudiants présents dans la salle.

À cet évènement organisé par l'AEUM, en collaboration avec l'association étudiante de la Faculté de droit et le *Black Students' Network*, impossible d'ignorer l'absence des deux partis en tête des sondages. Le Parti québécois (PQ) et la Coalition avenir Québec (CAQ), qui, selon les derniers sondages, représentent ensemble 52 % des intentions de vote, n'étaient pas présents sur la scène malgré l'invitation des organisateurs. Autre absence notable : celle du Parti conservateur du Québec, qui atteint 15 % dans les sondages.

Les représentants présents étaient donc Olivier Sylvestre, candidat de QS dans la circonscription de Westmount-Saint-Louis, Alex Tyrrell, chef du PVQ et candidat pour Notre-Dame-de-Grâce, et Nada Boumeftah,

candidate du PLQ dans la circonscription de Maurice-Richard.

La gauche s'entr'attaque, le PLQ observe

Dans un débat respectueux, avec des temps de paroles strictement régulés par les modérateurs, il aurait été difficile pour un seul des candidats de dominer la scène. Les interventions s'apparentaient à des discours préparés, un domaine dans lequel la candidate du PLQ, Nada Boumeftah, a su faire valoir son expérience d'avocate.

Au cours des brefs échanges entre candidats, l'écosocialiste Alex Tyrrell n'a pas hésité à s'attaquer aux politiques de QS, seul parti majeur de gauche dans ces élections. Sur les questions de la crise du logement, de l'indépendance et de la représentation des Premières Nations, le candidat de QS, Olivier Sylvestre, a peine à se défendre face aux reproches du chef du PVQ. Ces séquences, qui ont ponctué la conversation tout au long de l'évènement, ont profité à la libérale Nada Boumeftah, qui a pu éviter un potentiel front uni des candidats de gauche.

Représentant une gauche plus radicale, Alex Tyrrell a montré une



Félix Fournier | Le Délit

certaine assurance malgré des prévisions défavorables dans les sondages – une confiance qui a fait défaut à Olivier Sylvestre. Ce dernier a aussi dû défendre sa position souverainiste face au PLQ et au PVQ, tous deux fédéralistes.

« Une culture » de racisme systémique au SPVM

Le débat s'est ouvert par la question du racisme systémique au sein des institutions policières et de leur rôle. Dans les plaidoiries initiales, chaque parti semble être unanime sur le sujet : une importante évolution est requise dans le rapport avec les forces de

trait au racisme systémique, il déplore « une culture qui existe au sein de la SPVM ». Un constat partagé par Nada Boumeftah, qui appelle à reconstruire « les ponts qui ont été brûlés ». Pour cela, elle défend le port d'une caméra d'intervention « respectueuse de nos droits pour éviter les dérapages ».

« De belles promesses »

Le débat s'est ensuite penché vers la question du coût de la vie, suscitant bien plus de confrontations sur scène. Alors que les trois candidats s'accordent pour rendre obligatoire la rémunération des stages, Nada Boumeftah ne propose

en revanche, que les applaudissements du public. Nada Boumeftah a conclu cette section du débat en accusant ses homologues de n'offrir que de « belles promesses ».

Les absents, grands perdants?

Alors qu'Olivier Sylvestre se tenait seul à la défense de l'indépendance, il s'est retenu d'utiliser ce levier comme arme lors du débat. Il a tout de même profité de l'absence du PQ pour promouvoir l'idée d'un Québec indépendant sur les bases de l'inclusivité, *a contrario* selon lui de l'indépendance voulue par Paul St-Pierre Plamondon. « Nous sommes un parti indépendantiste, mais sans exclusion », a-t-il affirmé, renforçant la notion d'une souveraineté québécoise de gauche.

Alex Tyrrell et Nada Boumeftah se sont attaqués à l'autre grande absente de la soirée, la CAQ. Tyrrell accuse cette dernière d'avoir retiré le financement destiné à l'apprentissage du français pour les étudiants internationaux. Il propose des cours de français gratuits et blâme dans le même souffle la loi 101 « d'empêcher les Québécois d'apprendre l'anglais ».

En s'attaquant à des adversaires qui ne pouvaient pas répondre, les candidats présents ont souhaité souligner l'absence criante des deux favoris de l'élection : le PQ et la CAQ, qui n'auront pas eu l'occasion de présenter leurs points aux étudiants. ☹

Timotée Allouch-Chantepie
Rédacteur en chef

Assemblée générale annuelle

Les membres de la Société des publications du Daily (SPD), editrice du McGill Daily et du Délit, sont cordialement invité.e.s à son **Assemblée générale annuelle** :

Le mercredi 30 septembre à 18h
Centre universitaire de McGill
3480 Rue McTavish, Salle 107

Les membres du conseil de la SPD se rencontrent au moins une fois par mois pour discuter de l'administration du McGill Daily et du Délit, et ont l'occasion de se prononcer sur des décisions liées aux activités de la SPD.

Le rapport financier annuel et le rapport de l'experte-comptable sont disponibles au bureau de la SPD et tout membre peut, sur demande, obtenir une copie sans frais.

Questions?
Ecrivez un courriel à chair@dailypublications.org

« En s'attaquant à des adversaires qui ne pouvaient pas répondre, les candidats présents ont souhaité souligner l'absence criante des deux favoris »

l'ordre. Pour y remédier, les propositions varient.

QS revendique être un parti « fondamentalement anti-raciste » et parle d'un « rapprochement avec les communautés noires », mais ne souhaite pas réduire les dépenses publiques pour les institutions policières. Au contraire, Olivier Sylvestre réaffirme sa volonté de créer un « *État fort (tdlr)* » en redistribuant le financement à des programmes sociaux menés par les forces de l'ordre. Le candidat ajoute : « *Il faudra même sûrement augmenter le financement pour pouvoir faire cela.* »

C'est tout l'inverse pour Alex Tyrrell, qui propose une réduction de 30 % du budget des forces policières. « *Il existe plein de problèmes que la police ne peut pas résoudre* », ajoute-t-il en citant l'abus de substances et les violences conjugales comme exemples. Il ajoute vouloir progressivement désarmer la police, notamment dans les patrouilles de rues. En ce qui a

aucune autre mesure pour réduire les coûts pour les étudiants, mais plutôt une augmentation des bourses pour compenser le retard. Alex Tyrrell classe les mesures du PLQ dans une continuation de l'austérité du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Défenseur de l'éducation gratuite et d'un réseau étendu d'épiceries publiques, il soutient aussi une réduction annuelle des loyers de 5 % pendant quatre ans.

Olivier Sylvestre a aussi rappelé le plan de QS d'ouvrir des épiceries gratuites, poussant le chef du PVQ à lui demander de préciser les quantités prévues pour ce projet. Cela a créé un malaise chez le candidat de la circonscription Westmount-Saint-Louis, accusé de proposer une mesure uniquement symbolique – même si plutôt réalisable – et avec peu d'effets concrets sur la population générale. Sa proposition d'augmenter le salaire minimum à 20 \$ de l'heure et de temporairement geler les loyers a,

La syndicalisation gagne du terrain à McGill

La syndicalisation à McGill prend de l'ampleur mais l'Université résiste.

Mardi dernier, le Syndicat des travailleur.euse.s de soutien à l'enseignement de McGill (STSEM), anciennement AGSEM, célébrait la fête du Travail qui coïncide avec une récente vague de syndicalisation pour les travailleurs de l'université.

Le STSEM est le premier syndicat de l'université et représente les intérêts des assistants, des professeurs ainsi que des étudiants en doctorat, maîtrise et au baccalauréat qui travaillent comme auxiliaires d'enseignement.

Jusqu'à récemment, l'université ne comptait presque aucun syndicats représentant son personnel académique, une situation anormale par rapport au reste du Canada. Ces dernières années, une vague de syndicalisation s'est toutefois formée à McGill, avec la faculté de droit inaugurant cette vague en 2022 et la faculté de musique étant la dernière faculté à s'être syndicalisée en août 2026.

Malgré tout, les barrières persistent

C'est le cas de l'Association of McGill Nursing Academic Staff (AMNAS), le syndicat créé en février 2026 qui représente le personnel académique de l'Ingram School of Nursing. L'AMNAS a déposé une demande de syndicalisation officielle le 29 juin 2026. Cette demande d'accréditation a ensuite été

contestée par l'université. Une audience a finalement eu lieu le 28 août, mais aucune décision n'a encore été rendue et le dossier reste ouvert.

William Archambault, président par intérim sortant, dit « ne pas comprendre les raisons » de la décision de l'université, qui juge que l'École des sciences infirmières devrait être syndiquée avec l'ensemble de la Faculté de médecine et des sciences de la santé. L'Ingram School of Nursing regroupe cependant toutes les conditions nécessaires à la formation d'une unité de syndicalisation légitime.

Selon l'AMNAS, située dans des bâtiments distincts, le nombre de membres ayant rejoint le syndicat est de 75 %, et les conditions des employées sont en général trop distinctes des autres secteurs de la faculté de médecine pour être réunis sous un même syndicat.

Que permet concrètement une syndicalisation ?

Une syndicalisation, une fois le syndicat accrédité, facilite les négociations avec l'université concernant les conditions de travail. En effet, selon le Code du travail du Québec, une fois une association accréditée, l'université a l'obligation de négocier avec le syndicat lorsque celui-ci le demande et « les négociations doivent

commencer et se poursuivre avec diligence et bonne foi. »

William Archambault indique que les prises de décision sans consultation du personnel, ce qui peut se faire plus facilement et sans contestation si le personnel n'est pas syndicalisé peuvent avoir un impact conséquent sur la vie étudiante, notamment sur la qualité du travail et de l'enseignement. Il cite notamment un exemple où, après des coupures de l'université, un cours de la faculté des sciences infirmières a été regroupé sous la responsabilité d'un seul professeur. De nombreux étudiants se sont plaints des conditions de travail et d'enseignement que cela a entraînées.

L'AMNAS demeure par ailleurs dans l'incompréhension face à la décision de ne pas leur accorder une accréditation syndicale, puisque d'autres associations qui ne représentent pas une faculté entière ont été accréditées. C'est notamment le cas de l'Association of McGill Academic Staff of the School of Continuing Studies (AMASCS), qui représente le personnel académique de l'École d'éducation permanente, bien que celle-ci ne fasse pas partie d'une faculté en particulier.

Le Code du travail du Québec prévoit cependant que peut être reconnu comme syndicat « chaque groupe desdits salariés qui forme un groupe distinct ». Le Code ne



Félix Fournier | Le Délit

semble donc pas limiter l'accréditation syndicale à l'ensemble d'une faculté ou de l'université, mais à « un groupe distinct » si peu défini soit-il. Le tribunal devra notamment déterminer si l'AMNAS constitue un groupe suffisamment distinct.

La syndicalisation continue de gagner du terrain à McGill alors que plusieurs groupes cherchent encore à

faire reconnaître leurs intérêts et leurs conditions de travail. Reste à voir si cette vague va continuer à transformer la représentation du personnel au sein de l'établissement. ☹

Matteo Fracassi
Éditeur Actualités

MONTRÉAL

5e édition du Festival « Defund la Police »

Concevoir une sécurité publique sans institution policière.

Ce samedi 12 septembre s'est tenue la cinquième édition du festival *Defund la police* à la Cité-des-Hospitalières. Organisé par la Coalition *Defund the Police*, cet événement est dédié non seulement au désinvestissement du SPVM (Service de police de la Ville de Montréal), mais également à un réinvestissement dans le communautaire.

L'intersolidarité : mot d'ordre du festival.

Le festival s'est ouvert sur le discours « *The Words That Come Before All Else* » (ou Les Mots Qui Précèdent Tout Le Reste), tenu par Sedalia Kawennotas Fazio, originaire de Kahnawà:ke, et très active aînée au sein de la communauté Kanien'kehá:ka – ou Mohawk. Ces mots qui précèdent le reste, ce sont des mots de gratitude. Vis-à-vis de la terre que nous foulons, de la lune, des plantes, des animaux, de nos parents et proches. À propos de ce qu'elle nomme les « choses naturelles », elle ajoute : « Nous avons besoin de tout cela pour continuer à avancer, pour mener à bien ce que nous sommes appelés à faire » (tldr). Cultiver cette gratitude et cette reconnaissance est élémentaire, car c'est ce qui nous relie les uns aux autres.

taire, car c'est ce qui nous relie les uns aux autres.

L'intersolidarité est invoquée tout au long du festival comme moyen de lutte contre les violences policières et institutionnelles, lesquelles ont un impact particulier sur les communautés les plus précaires et les plus marginalisées. Orlando Nicoletti, l'un des organisateurs du festival et étudiant au doctorat en sociologie à l'Université Concordia, a pris la parole à l'issue de ce discours d'ouverture : « On fait face à diverses formes de persécutions de la part de l'État, des élites politiques et économiques et d'une section de la population. » Face à ce constat, il demande : « Comment on se défend, on résiste et lutte contre cette violence ? Comment on prend soin les uns des autres dans un contexte de violence extrême ? ». Des problématiques que la coalition a tenté d'aborder au cours de cette journée de festival.

Une journée de festival

Au programme : discussions sur la décriminalisation des substances psychoactives pour réduire les pouvoirs de la police, panel sur la réalité de la jeunesse

précaire et de l'industrie carcérale, mais aussi présentation sur la réinsertion des ex-détenus et leur soutien, et plus encore... Autant de panels visant à sensibiliser le pu-



Félix Fournier | Le Délit

blic sur la réalité du système carcéral et pénal ainsi qu'à présenter des alternatives viables fondées sur la prévention et la solidarité. Le tout en mettant de l'avant le travail des différents organismes

communautaires présents durant cette journée de campagne.

Accessible à tous, le festival proposait un service de garde, en plus d'un espace de repos au deuxième étage, où le port du masque était obligatoire et mis à disposition à l'entrée du site. Les ateliers ne manquaient pas non plus : tricot-discussion, sériographie pour personnaliser ses propres vêtements, cueillette dans le Verger de la Cité-des-Hospitalières. Disponible tout au long de la journée, le public avait également l'occasion de voir une exposition de photographies « Des marges au centre : 10 ans du combat Adama », retraçant notamment la mort d'Adama Traoré, victime de violence policière, et de la mobilisation contre le racisme systémique au sein de l'institution policière qui en a découlé. La journée s'est terminée sur un repas communautaire servi par People's Potato.

Une obsolescence de la police ?

Dans son mémoire déposé en mai 2025 en vue du budget 2026, la coalition faisait état d'un financement du SPVM en hausse depuis 2020. Le corps policier jouit d'un budget de 824 millions de

dollars par an, contre 25 millions pour les organismes communautaires : « en comptant le financement provincial, les 540 organismes communautaires de Montréal se partagent moins d'un tiers du budget du SPVM ». C'est une répartition qui interroge : renforcer la capacité de réponse du SPVM, dont l'approche est avant tout punitive, ne permet pas de s'attaquer aux enjeux sociaux à la source. Un déséquilibre que la coalition souhaite renverser, en militant pour une approche préventive et une « économie du soin ». « La police, dans de nombreuses communautés, est une *source* majeure de violence, d'insécurité et de préjudice », explique l'organisation sur son site. C'est en répondant aux besoins fondamentaux, en « s'attaquant aux racines des défis sociaux » que pourra être instaurée une véritable sécurité publique. ☹

Dalia Djazouli
Éditrice Société

Antisémitisme : McGill, mauvaise élève?

B’nai Brith évalue le climat vécu par les étudiants juifs sur le campus.

Le 4 septembre dernier, B’nai Brith Canada publiait son Bulletin canadien sur l’expérience étudiante juive. Ce projet pilote évalue le climat vécu par les étudiants juifs de quatre universités canadiennes : l’Université McGill, l’Université York, l’Université Queen’s et l’Université de Toronto. Organisation de défense des droits de la personne et de lutte contre l’antisémitisme, B’nai Brith prend publiquement position en faveur d’Israël et considère certaines manifestations d’antisionisme comme relevant de l’antisémitisme. Ce positionnement politique est à prendre en compte dans la lecture d’un bulletin qui évalue notamment la présence d’activités et de groupes antisionistes sur les campus. Selon l’organisation, les étudiants juifs de ces quatre établissements ont signalé à plusieurs reprises un environnement particulièrement tendu et difficile. À l’issue de cette évaluation, l’Université McGill et l’Université York obtiennent la note globale de F, tandis que l’Université Queen’s et l’Université de Toronto obtiennent un D. Sur le papier, le verdict est sans équivoque. La réalité derrière cette lettre l’est beaucoup moins : que mesure réellement ce F, et dans quelle mesure reflète-t-il le climat actuel à l’Université McGill?

Publié dans un contexte de fortes tensions autour du conflit israélo-palestinien sur les campus universitaires, son bulletin cherche à mesurer à la fois l’expérience des étudiants juifs et la réponse des établissements face à l’antisémitisme. « *L’objectif n’est pas simplement d’attribuer des notes. Nous voulons donner aux étudiants, aux parents et à la communauté une meilleure compréhension de la réalité sur les campus (tdlr)* », déclare Simon Wollé, le directeur général de B’nai Brith Canada.

Encore faut-il définir ce que recouvre ici le terme d’antisémitisme. Au Canada, la définition de travail de l’Alliance internationale pour la mémoire de l’holocauste (IHRA), adoptée par le gouvernement fédéral en 2019, définit l’antisémitisme comme une « certaine perception des Juifs » pouvant notamment s’exprimer par la haine à leur égard. B’nai Brith s’appuie également sur cette définition, selon laquelle certaines manifestations visant Israël peuvent, selon leur contexte, être antisémites. L’organisation considère ainsi que certaines formes d’antisionisme peuvent relever de l’antisémitisme, une conception qui se retrouve dans les critères de son bulletin.

La lettre F donne l’apparence d’un verdict simple. La méthode utilisée mérite d’être nuancée.

Anatomie d’un F

L’évaluation repose sur 28 critères, répartis en trois

catégories : les politiques et actions administratives, la conduite et le milieu de vie sur le campus, ainsi que l’expérience des étudiants juifs. Parmi eux, 22 s’appuient sur les réponses des étudiants participants, tandis que six sont évalués à partir d’informations accessibles au public. L’organisme reconnaît que l’échantillon étudiant est de petite taille et que les résultats ne doivent pas être considérés comme statistiquement représentatifs de l’ensemble de la communauté universitaire.

Le bulletin permet donc de documenter les préoccupations des étudiants qui y ont participé, mais ne suffit pas, à lui seul, à dresser un portrait exhaustif de l’expérience de tous les étudiants juifs de l’Université McGill. Outre la taille

organisations étudiantes, des services religieux et un Département d’études juives.

Selon l’organisme, l’Université McGill présente un paradoxe : l’Université dispose d’une vie juive institutionnelle et académique importante, tandis que les étudiants ayant participé à son enquête décrivent un climat qu’ils jugent particulièrement difficile. Reste alors une question que le F ne peut résoudre à lui seul : dans quelle mesure cette évaluation correspond-elle à l’expérience quotidienne des étudiants de McGill?

Un F, plusieurs réalités

Un étudiant juif de l’Université McGill, qui a souhaité conserver l’anonymat, estime que la note

« La lettre F donne l’apparence d’un verdict simple. La méthode utilisée mérite d’être nuancée »

de l’échantillon pas généralisable, il y a aussi un fort biais de sélection : le taux de participation des étudiants en désaccord avec les politiques de B’nai Brith serait moins élevé.

C’est dans la catégorie portant sur la conduite et le climat du campus que l’Université McGill affiche les plus faibles résultats. B’nai Brith y évalue les incidents qualifiés d’antisémites ou d’antisionistes, relevant notamment les perturbations, les blocages de salles de classe et les actes de vandalisme survenus lors de mobilisations étudiantes. Le bulletin se montre également critique à l’égard de certaines réponses institutionnelles de l’Université. Cette dernière ne disposerait pas d’un processus suffisamment clair et accessible

attribuée par B’nai Brith ne correspond pas à son expérience : « Pour ma part, cela ne reflète pas mon expérience à l’Université McGill, même si je ne souhaite pas nier le vécu des autres étudiants juifs ayant été confrontés à l’antisémitisme ». Il souligne par ailleurs que son témoignage ne représente qu’une perspective parmi celles de la communauté juive de l’Université McGill.

Son témoignage reste néanmoins nuancé. S’il affirme n’avoir été ni témoin ni victime d’actes antisémites majeurs sur le campus, il explique ne pas se sentir entièrement à l’aise à l’idée d’afficher ouvertement son héritage. « À McGill, je n’aurais pas peur d’afficher mon identité juive, mais je ne me sentirais pas non plus tout à fait à l’aise pour autant »,

« Le rapport s’est penché sur les tensions entourant la liberté d’expression, les manifestations et le sentiment de sécurité à l’Université McGill »

pour signaler les incidents jugés d’antisémites, ni de programmes adéquats favorisant le dialogue autour de la situation en Israël et en Palestine. Il est également reproché à l’Université McGill l’absence d’une évaluation du climat vécu par la communauté juive depuis le 7 octobre 2023 et d’une formation obligatoire sur l’antisémitisme pour les étudiants, les professeurs et le personnel. Le portrait n’est toutefois pas uniformément négatif. B’nai Brith souligne l’importance de la vie juive à l’Université McGill. L’établissement compte notamment plusieurs

confie-t-il. Selon lui, cette identité peut conduire à des suppositions sur ses convictions politiques.

Il insiste notamment sur la nécessité de distinguer antisémitisme et antisionisme. Cette distinction lui paraît importante lorsqu’il est question de son identité sur le campus. Tout en reconnaissant que la critique d’Israël peut devenir antisémite lorsqu’elle reprend certains stéréotypes ou théories du complot visant les Juifs, il rappelle que « tous les Juifs ne sont pas sionistes, tous les sionistes ne sont pas juifs, et l’antisionisme n’est pas nécessairement synonyme d’antisémitisme ».

L’Université McGill face à ces tensions

Depuis 2023, l’Université McGill a mis en place plusieurs initiatives visant à répondre aux préoccupations liées à l’antisémitisme et, plus largement, aux tensions qui traversent son campus. Parmi ces mesures figure la création, en octobre 2025, d’un groupe de travail sur l’antisémitisme. Ce groupe a pour mandat d’examiner la manière dont l’antisémitisme est vécu au sein de la communauté megilloise, ainsi que les interactions entre antisémitisme et antisionisme. Le groupe poursuit actuellement ses travaux, à l’issue desquels il doit formuler des recommandations à l’Université sur la prévention et la lutte contre l’antisémitisme.

Cette initiative s’inscrit par ailleurs dans des débats plus larges au sein de l’établissement montréalais. En janvier 2026, le Comité consultatif en matière d’expression sur le campus a publié son rapport final après avoir consulté des étudiants, des professeurs, des membres du personnel et plusieurs associations étudiantes. Sans porter spécifiquement sur l’antisémitisme, le rapport s’est penché sur les tensions entourant la liberté d’expression, les manifestations et le sentiment de sécurité à l’Université

McGill. Il recommandait notamment à l’administration de clarifier les règles encadrant l’expression et les manifestations sur le campus, tout en réaffirmant la nécessité de protéger la liberté d’expression et la contestation pacifique.

L’Université McGill dispose également d’un agent de liaison aux affaires étudiantes pour les étudiants juifs, chargé notamment de les soutenir et de transmettre leurs préoccupations à la haute direction.

Le F de B’nai Brith met ainsi en lumière des préoccupations bien réelles, sans pour autant résumer à lui seul la diversité des expériences juives au sein de l’établissement. Cette note demeure tributaire des critères et de la conception de l’antisémitisme retenus par l’organisation. À l’Université McGill, le climat vécu par les étudiants juifs semble finalement difficile à réduire à une seule lettre. ☹

Juliette Cheriff
Éditrice Actualités



Félix Fournier | Le Délit

Outil d'émancipation ou vecteur d'exclusion

La dépendance à la voiture et son permis.

Dans un monde valorisant l'individualité, le confort et l'efficacité personnelle, la voiture trouve toute sa place. Alors que près de 1,4 milliard d'automobiles rouleraient sur le globe, il est devenu plus que nécessaire, par souci écologique et relationnel, de trouver un moyen alternatif de déplacement. Aussi, si importante soit-elle, son permis est même devenu un document d'identité.

Le délaissement du social au profit de l'individualisme

Résultat d'une société surconsommatrice, la voiture, popularisée par l'Occident comme symbole de liberté, a développé chez l'être humain une dépendance exagérée, ce dernier se confinant volontairement chaque jour dans une caisse de fer sur roues.

Mais l'humain, pourtant essentiellement sociable, perd progressivement ses occasions de rencontres et s'enfonce dans son isolement. D'autant plus que le gouvernement

n'aide pas : en France, le permis s'obtient maintenant à 17 ans, au Canada à 16 ans et au Dakota du Sud aux États-Unis, on peut apprendre à conduire dès ses 14 ans. En baissant l'âge de l'obtention du permis, l'isolement apparaît de plus en plus tôt. Démodés sont les transports en commun où l'on retrouvait ses camarades de classe, ses amis, ou même ses voisins, faites place au moyen de locomotion égocentrique et ultra-polluant.

Im-permis de conduire

Mais bien que la voiture émancipe des millions de personnes chaque jour, le permis de conduire est devenu aujourd'hui un outil de discrimination sociale. Les catégories déjà minoritaires et exclues de la société sont - à nouveau - visées. En février 2026, par exemple, dans l'État du Kansas aux États-Unis, deux hommes transgenres se sont plaints face à une nouvelle loi invalidant le permis de conduire, car il refléterait l'identité de genre et non pas le sexe attribué à la naissance. Cette mesure déshumanisante n'affecte sûrement

pas seulement les États-Unis. En Russie, un amendement interdit aux personnes transgenres de conduire, et on pourrait s'attendre à voir de telles mesures prises par la Hongrie ou le Ghana par exemple, où les lois reculent, discriminant et harcelant davantage les personnes transgenres.

Non seulement, le refus d'accorder ou le non-renouvellement du permis



Bebe Cutter | Contributrice

de conduire restreint la liberté de mobilité de ces personnes-là, mais quelquefois, il représente le seul document d'identité qu'elles possèdent, les empêchant alors de voter. L'électorat est ainsi manipulé

et transformé pour favoriser les candidats conservateurs et réactionnaires.

Choix capitaliste ou écologique ?

Aussi, plus qu'un document administratif, le permis de conduire est perçu comme un rite de passage vers l'âge adulte dans les sociétés occidentales. Il est même souvent exigé pour postuler dans de nombreux secteurs, devenant à nouveau discriminant. Surtout que les coûts de l'essence, des assurances, et simplement des écoles de conduite, ne cessent d'augmenter. Certaines personnes sont alors isolées involontairement.

Se pose alors un dilemme quant aux pseudo-volontés des gouvernements : veulent-ils rendre la voiture réellement accessible à tous les marginalisés de la société (ruraux, familles à faibles revenus, transgenres) ou bien privilégier les transports en communs, pour renforcer les liens sociaux et réduire l'impact écologique, en

mettant en place plus de lignes de bus, trains, vélos de ville publics?

Il est de notre devoir de trouver des alternatives et de ne pas se laisser avoir par la facilité du déplacement individuel. Et dans un monde où un outil présenté comme figure de l'affranchissement a finalement dominé et écrasé les interactions sociales, il faudrait repenser les systèmes pour favoriser les interactions sociales et continuer à sensibiliser la population vis-à-vis du danger du réchauffement climatique. ☹

Juliette Aviat
Éditrice Société

CANADA

L'impact potentiel des élections québécoises sur McGill

Les quotas d'étudiants internationaux, une problématique politique.

Dans un régime démocratique, les élections agissent comme un levier de renouvellement politique, économique et institutionnel. Avec les élections générales québécoises de 2026 à l'horizon, beaucoup de questions se posent quant au futur de la province : souveraineté, relations avec les États-Unis, itinérance... chaque parti a sa propre manière d'envisager le futur.

Les quotas de la CAQ

En tant qu'établissement d'enseignement postsecondaire anglophone, c'est la question de l'éducation et de la francophonie qui concerne le plus l'Université McGill. Déjà sous la Coalition Avenir Québec (CAQ), des quotas limitant le nombre d'étudiants étrangers avaient été mis en place. L'objectif de l'administration Legault : réduire de 20 %

le plafond de demandes pouvant être faites par des étudiants étrangers voulant fréquenter un établissement d'enseignement québécois.

Alors ministre de l'éducation supérieure, Pascale Dery s'était exprimée sur cette décision, expliquant que le nouveau décret visait à « encourager et même pousser [les établissements universitaires, *ndlr*] à mieux recruter des étudiants » afin de garantir qu'ils veuillent rester au Québec. Les deux décrets consécutifs diminuent progressivement le nombre de permis d'études accordés aux nouveaux étudiants mcgillois. Le premier, publié en février 2025, posait la limite à 5 131. Le second, déclaré en décembre 2025 – et en vigueur jusque fin 2027 – baisse encore le pallier, cette fois à 4 361.

Qu'en disent les partis?

Si c'est la CAQ qui a entamé ce processus anti-immigration visant les universités de la province, elle n'est pas la seule à vouloir restreindre le nombre d'étudiants étrangers. Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois (PQ), affirme : « L'école déborde en raison d'un trop grand nombre de nouveaux élèves qui proviennent de l'immigra-

tion. » Si l'accusation vise d'abord les écoles du primaire et du secondaire, il serait surprenant qu'il épargne les universités dans sa croisade contre l'immigration. Sylvie Tanguay, candidate du PQ à Saint-François, aborde la question avec davantage de nuances. Son discours reprend néanmoins les mêmes arguments déjà avancés par la CAQ à propos des étudiants étrangers, notamment lorsqu'elle affirme son objectif de « les garder chez nous et qu'ils restent intégrés au Québec ».

Entre autres, le PQ promet « d'étendre la loi 101 aux cégeps », une réforme qui restreindrait l'accès aux collèges anglophones aux détenteurs du certificat d'admissibilité à l'enseignement en anglais – par exemple, si un parent a reçu une éducation anglophone au Canada. Des autres partis, seul le Parti libéral s'est à ce jour exprimé sur la question, déclarant une volonté de « maintenir la proportion actuelle des inscriptions entre les réseaux collégiaux francophone et anglophone ».

Les quotas introduits par la CAQ ont déjà eu des répercussions importantes sur le réseau universitaire québécois. D'après CBC, sept établissements d'enseignement postsecondaires anticipaient un déficit pour l'exercice 2025-26.

L'Université Concordia, notamment, a enregistré un déficit de plus de 30 millions de \$ en juin 2026. Des cégeps comme LaSalle ont manqué de passer la clef sous la porte.

De nouveaux plafonds sur le nombre d'étudiants étrangers pourraient accentuer les difficultés financières auxquelles plusieurs universités québécoises sont déjà confrontées. Cela continuerait de les fragiliser.

Le cas de McGill

Contrairement à d'autres établissements, l'Université McGill n'a pas été aussi sérieusement affectée par les limites imposées. La proportion d'étudiants internationaux admis à McGill reste relativement stable comparée aux années précédentes : 28,4 % d'étudiants étrangers en 2020, 28,04 % en 2024 et 28,84 % en 2025. De plus, le nombre de nouveaux arrivants en automne 2025, soit 2 108, demeure bien en deçà du quota autorisé.

Si l'impact des quotas se sont révélés jusqu'ici moins marqués à l'Université McGill, son budget prévoit une baisse de 8 % du nombre total d'étudiants internationaux non exemptés d'ici 2028.

Les restrictions imposées aux étudiants étrangers n'expliquent toutefois qu'une partie des difficultés financières auxquelles l'établissement est confronté. L'Université cite une myriade de raisons pour les grosses coupes budgétaires de 2025-26, notamment une croissance des dépenses qui dépasse celle des revenus. L'Université McGill a donc implémenté une série de mesures jugées « nécessaires ». Parmi les plus ressenties, la coupe des auxiliaires d'enseignement – ou *teaching assistants* (TA) – dont le budget pour la faculté des Arts a chuté de 17 %. Combinée à une hausse de 1,5 % du nombre total d'étudiants admis, cette décision contribue à détériorer le ratio entre étudiants et personnel de soutien pédagogique, soulignant l'écart grandissant entre les besoins de la communauté étudiante et les ressources que l'Université est en mesure de consacrer. ☹

Héloïse Durning
Coordinatrice de production



Félix Fournier | Le Délit

Attention : virage à droite

Atteintes aux mesures antidiscriminatoires et déradicalisation de la gauche radicale.

Le 10 août 2026, *The Atlantic* publie un article de Tyler Austin Harper qui provoque des remous dans les milieux intellectuels américains de gauche. Dans cette longue diatribe justifiant sa démission, l'ancien professeur d'études environnementales à l'université Bates, dans le Maine, dénonce « *l'insupportable hypocrisie du monde académique d'élite (tdlr)* ». Au cœur de ses lamentations, le « *racisme* » occasionné par les mesures d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) dans les universités.

Les mesures d'EDI sont-elles vraiment racistes?

Lui-même une personne racisée, Tyler Austin Harper remet en question le processus d'embauche qui lui a permis d'accéder à la pré titularisation dès la fin de son doctorat : « *Je n'aurais probablement pas eu l'emploi si ce n'était pour la couleur de ma peau.* » Cette paranoïa autour des mesures d'EDI rejoint les inquiétudes de la droite américaine, qui voit cette volonté de pallier aux injustices sociohistoriques comme une atteinte aux valeurs méritocratiques.

Adrien Peyrache, professeur agrégé à l'Université McGill et codirecteur de l'ancien comité d'EDI de l'Institut-Hôpital neurologique de Montréal (*Neuro EDI committee*), trouve Tyler Austin Harper « très sévère ». Selon lui, même s'il a pu y avoir quelques erreurs au cours de leur implémentation, les mesures d'EDI demeurent « absolument nécessaires ». Il met en lumière le « biais implicite » qui s'introduit chez les étudiant·e·s qui côtoient, comme c'est souvent le cas, un corps professoral majoritairement composé « d'hommes blancs » et qui en déduisent implicitement que « ce corps de métier [...] ne [leur] est pas accessible ». Il rappelle d'ailleurs l'importance de prendre en compte les perspectives étudiantes lors de prises de décisions de ce genre.

Néanmoins, selon Harper, l'hypocrisie ne se limite pas au racisme des mesures d'EDI, mais englobe également la négligence de la direction à l'égard des enjeux économiques qui touchent les

la superstructure d'une société – ses idéologies, ses institutions, sa politique, sa culture, etc. À ses yeux, la superstructure est principalement la réflexion de la base économique. Par conséquent, les enjeux économiques constituent la force motrice des changements sociétaux et devraient donc être prioritaires par rapport aux paradigmes culturels. Ainsi, les mesures visant à réduire les inégalités structurelles au sein de l'université en changeant les curricula et en diversifiant la composition des employé·e·s sont considérées comme futiles si Bates ne s'attelle pas en premier lieu à l'exploitation économique de son corps étudiant et professoral.

Or, le théoricien et sociologue Stuart Hall met en garde contre cette séparation entre la base économique et la superstructure d'une société, les considérant plutôt comme interreliées. Il conteste leur relation de cause à effet et les conçoit plutôt comme un tout complexe, au sein duquel les idéologies construisent elles-mêmes un cadre de pensée et peuvent ainsi, de manière autonome, contribuer à renverser les conditions matérielles d'une société. De cette façon, les changements de curricula, à Bates et ailleurs, ne devraient pas être considérés comme une cause distincte de la lutte pour une plus grande équité économique au sein de l'université. Ils peuvent au contraire eux-mêmes contribuer à des transformations structurelles.

Tyler Austin Harper s'égare donc lorsqu'il démontre les mesures d'EDI et les définit comme des moyens de distraire des véritables enjeux économiques. Plutôt que de séparer ces deux combats, il gagnerait à percevoir ces luttes comme étant complémentaires et s'entretenant mutuellement pour mener à bien des changements sociétaux.

Une déradicalisation de la gauche radicale

En critiquant ces mesures et en créant une distance avec la frange de la gauche qui les promeut et qui est considérée comme trop « *woke* » et performative, Harper s'inscrit dans la



Catvy Tran | Le Délit

aujourd'hui se rapprocher d'idéaux et de préoccupations plus centristes. Par exemple, aux États-Unis, la politicienne Alexandria Ocasio-Cortez ne semble plus se positionner dans la mouvance radicale à laquelle elle s'identifiait précédemment. Elle est allée jusqu'à prendre ses distances avec la période des années 2020 caractérisée par l'essor du mouvement *Black Lives Matter*, aussi surnommée « *Woke 1.0* », la qualifiant de « *folle* ».

Cette réserve face à un progressisme jugé trop radical est probablement due à sa volonté de modérer son dis-

semblablement désormais à ceux plus dubitatifs face à son progressisme habituel.

De son côté, le maire new-yorkais Zohran Mamdani, après avoir mené l'an dernier une campagne qui mettait de l'avant un socialisme démocratique radical et la primauté des services sociaux et communautaires, est désormais prêt à faire des concessions en ce qui a trait à la police. Alors qu'il avait promis de révolutionner la sécurité publique et d'amorcer une réduction du budget de certaines franges du service de police de la ville de New York, plusieurs groupes militants sont déçus par sa décision récente de plutôt augmenter son effectif de 580 officiers et sa collaboration étroite avec la commissaire de police technocrate Jessica Tisch.

Au Canada, ce décalage vers le centre de la part de politicien·ne·s socialistes n'est pas une nouvelle affaire. La déradicalisation de la gauche canadienne avait déjà fait les manchettes lorsque le Nouveau Parti démocratique (NPD), sous Thomas Mulcair, s'était mis à peu à peu délaïser sa fibre progressiste pour attirer plus d'électeurs dans le but de remporter les élections fédérales de 2015. Alors que le NPD siégeait auparavant

en tant qu'opposition officielle et semblait par moments en voie de remporter les élections, ces mêmes élections relèguent ses députés au troisième rang, témoignant ainsi de l'importance de l'électorat de gauche radicale.

Il reste désormais à voir si Avi Lewis, gagnant de la course à la chefferie du NPD au printemps dernier, saura tirer des leçons des erreurs passées de son parti et combler le vide actuel sur la scène politique canadienne en ce qui a trait à une véritable offre électorale de gauche. Un enjeu auquel il devra assurément faire face est celui de demeurer à la hauteur des attentes de ses électeurs, le tout à une heure où la gauche elle-même est de plus en plus divisée, entre les plus radicaux qui se sentent délaissés au profit de calculs électoraux et les plus méfiants qui, comme Tyler Austin Harper, craignent les dérives d'un projet trop progressiste. ☹

Catvy Tran
Illustratrice

Naomi Degueudre
Correctrice

« Pour lui, les mesures antidiscriminatoires ne sont qu'une façade qui permet à Bates de maintenir une image progressiste sans s'attaquer aux “vrais” problèmes »

populations universitaires. Pour lui, les mesures antidiscriminatoires ne sont qu'une façade qui permet à Bates de maintenir une image progressiste sans s'attaquer aux « *vrais* » problèmes, tels que l'exploitation du personnel et l'augmentation des frais de scolarité.

Sa vision s'inscrit dans la lignée marxiste qui distingue la base économique – les modes et les relations de production – de

tendance actuelle de déradicalisation qui émerge au sein de la gauche radicale. En effet, il cherche clairement à se départir de ce qu'il voit comme les dérives du mouvement *woke* des dernières années.

Cette prise de distance par rapport au progressisme a également été adoptée par de nombreux politiciens historiquement de gauche qui préfèrent

cours pour attirer plus d'électeurs. En effet, alors que la prochaine course à la Maison-Blanche se rapproche, cette parlementaire dont on suppose des ambitions présidentielles semble voir un décalage vers le centre comme un moyen d'élargir sa base électorale. Le calcul est simple : après avoir gagné la confiance des électeurs de gauche plus radicaux, elle s'adresse vrai-

Il faut le voir pour le croire

La banalisation de la violence.

J'ai visionné le meurtre d'une femme.

Il y a quelques jours, entre deux vidéos de *lifestyle*, l'algorithme de TikTok m'a montré la vidéo d'une femme dans les rues de New York, deux couteaux en main. Pamela Cisneros venait de poignarder deux personnes, dont Erin Piacenti, décédée de ses blessures. Des policiers encerclaient Cisneros et répétaient qu'elle devait lâcher ses armes. Ils ont utilisé deux pistolets à impulsion électrique, sans succès. La femme s'est rapprochée des policiers et deux coups de feu ont été tirés, la tuant.

Vous avez peut-être vu passer la vidéo. Si ce n'est pas le cas, estimez-vous chanceux.

Y'en a pas de problèmes

Les réseaux sociaux regorgent de vidéos en tous genres et, malheureusement, cela implique les vidéos violentes. Quiconque a un peu de curiosité morbide ou un algorithme terrible est facilement exposé à des vidéos d'agressions armées, de tireurs fous ou de règlements de compte. Bien sûr, pour alléger leur conscience et peut-être protéger un peu les utilisateurs, les réseaux sociaux ont bien souvent des règles de communauté (ces fameuses *community guidelines* rarement lues). Le contenu trop explicite est donc généralement retiré et les pires vidéos sont ornées d'un floutage sur les blessures ou les armes ainsi que d'un avertissement avant le visionnement. Certaines poussent même la sollicitude jusqu'à censurer les mots inappropriés, question de protéger les oreilles chastes.

Or, la vidéo de la mort de Cisneros ne comportait aucun floutage et aucun avertissement. Pas une seule indication que ce que j'allais visionner pouvait être hautement perturbant. C'est donc assise sur un banc d'autobus, en retournant chez moi à la fin d'une longue journée, que j'ai innocemment vu une femme mourir sur mon téléphone.

Et apparemment, c'est devenu totalement normal.

Une ère de banalisation

Étant donné la grande quantité de contenu violent sur les réseaux sociaux, il est inévitable d'en voir de temps à autre. Pourtant, nous ne devrions jamais avoir à visionner ce genre de contenu. Comme nous vivons dans un monde qui est bien loin d'être idéal, nous sommes soumis au visionnement de la douleur d'individus de partout sur la planète. Mais ce visionnement a des conséquences.

En étant forcés de consommer cette violence au minimum – après tout, il faut bien constater qu'il s'agit de violence avant de passer la vidéo – nous y devenons habitués. Qu'est-ce qu'on en



Félix Fournier | Le Délit

a faire du sang et de la douleur de quelqu'un alors qu'il s'agit de la troisième vidéo sur le sujet que nous voyons aujourd'hui? Pas grand-chose, et c'est précisément le problème.

Nous sommes bien malgré nous assaillis d'images de souffrance chaque jour : en allant sur les réseaux sociaux, en regardant les nouvelles, en feuilletant le journal. Cette souffrance est parfois locale, parfois internationale, mais à force d'être exposés à tant de malheur, nous saturons. Nous devenons des êtres indifférents, qui se contentent de passer à la prochaine vidéo lorsqu'une femme se fait tirer dessus devant nos yeux.

Collectivement, nous perdons le sens de l'empathie. On ne s'attriste plus du sort des autres, car à quoi bon? Nous voyons tant de souffrance qu'elle devient invisible, commence à faire partie du paysage. Avec les réseaux sociaux, l'exposition à la violence est faite de plus en plus jeune : il suffit de penser à tous les enfants qui ont un accès illimité à Internet et qui sont témoins de toutes sortes de contenu inapproprié. Cette banalisation a des conséquences : la gravité des crimes violents commis par des jeunes a augmenté de 70% entre 2015 et 2025. Il est toujours réjouissant de constater que la violence est si banale qu'elle entre dans nos mœurs. Décidément, nous sommes en voie de former un monde pacifique.

La souffrance en direct

La violence a toujours été assez accessible dans les médias. Depuis la nuit

des temps, les nouvelles télévisées nous montrent des paysages désolants de pays déchirés par la guerre, le tout parfois relevé du témoignage d'un habitant et conclu par le ton grave d'un journaliste. Or, depuis peu, nous avons accès, en direct, à la souffrance de milliers de personnes.

La promesse des réseaux sociaux, c'est que tout le monde puisse partager sa réalité. Alors, lorsque des Ukrainiens, des Soudanais et des Palestiniens ont accès à ces mêmes réseaux sociaux que nous, nous sommes témoins de leur réalité

tidien, une vie, que des milliers de personnes n'ont plus.

Maintes et maintes vidéos d'internautes palestiniens ont été publiées. Des vidéos où on voit des villes entières réduites en décombres et en poussière. Des vidéos où on regarde des parents pleurer la mort de leurs enfants. Des vidéos où on voit des médecins sans ressources exécuter des opérations à froid, où on voit des hôpitaux complètement détruits par des frappes israéliennes. Des vidéos où on voit des journalistes et des enfants se faire braquer un fusil au visage sans raison apparente, où on

de chiffres avec tellement de zéros que nous perdons le sens des proportions.

Nous regardons le génocide palestinien se dérouler en direct. Nous pouvons même interagir avec les victimes. Pourquoi ne sommes-nous pas davantage importunés, outrés, enragés? Pourquoi tant d'indifférence devant la souffrance, toujours plus vive et toujours plus près de nous?

Lors de la Seconde Guerre mondiale, nombreux sont ceux qui ont découvert avec horreur l'Holocauste. À travers le monde, tout le monde retenait son souffle en entendant parler de ces gens

« On ne compte plus les morts par centaines ni par dizaines de milliers, nous avons besoin de chiffres avec tellement de zéros que nous perdons le sens des proportions »

dans l'intimité de leur quotidien. Il ne s'agit plus de regarder le téléjournal exposer un conflit géopolitique en termes neutres et objectifs, mais bien de visionner la terreur de véritables individus.

Nous sommes témoins comme eux du quotidien, rythmé par la violence, la mort et la souffrance, à la différence près que nous pouvons décider de fermer l'application afin de ne plus être confrontés à ces horreurs. Nous pouvons éteindre le téléphone et aller prendre une marche, aller à l'école, rire avec nos amis. Nous pouvons avoir un quo-

entend des soldats leur hurler des menaces. Des vidéos où on voit des enfants orphelins morts de faim.

Des vidéos qui cessent du jour au lendemain, des utilisateurs dont on n'a plus de nouvelles, car ils sont devenus une énième statistique, un énième décès.

Un de plus parmi tant d'autres, mais nous restons de marbre, car l'horreur est devenue si répandue qu'elle ne nous choque plus. On ne compte plus les morts par centaines ni par dizaines de milliers, nous avons besoin

qui avaient subi l'horreur des enfers sur Terre, tout le monde s'est demandé comment tant de gens avaient pu laisser ce cauchemar prendre place.

Lorsque le génocide palestinien sera terminé, nous ne pourrons pas nous cacher derrière de telles excuses. Nous aurons tout vu, tout entendu. Le monde entier aura été témoin de ses propres yeux. ☹

Rose Langlois
Éditrice Culture

La tyrannie du silence : vous êtes tous complices

Déserters les urnes le jour des élections : le luxe de l’indifférence collective.

Aujourd’hui, chers lecteurs, je veux briser le silence. Celui dans lequel vous vous complaisez, celui qui nourrit votre indifférence choisie. Non, ce ne sera pas confortable, mais si c’était le prix à payer pour qu’enfin vous regardiez en face les conséquences de vos actes?

Je pense à toutes les personnes victimes de notre lâcheté collective, celles desquelles nous avons détourné le regard pour oublier leur souffrance.

Choisir de ne pas agir, c’est choisir de devenir complice. C’est faire de l’inaction notre norme et pérenniser une ignorance choisie où la complicité passive devient la charpente de notre société.

C’est ce qui m’est arrivé à moi. À petite échelle, c’est mon histoire. Celle de la jeune fille encore mineure qui se faisait crier des obscénités dans la rue en rentrant de l’école, celle de la jeune femme qui vivait du harcèlement sexuel et qui se cachait dans les salles de bain, celle de la femme qui apprenait à déceler les signes de violence tout en la vivant aux yeux de tous.

Oui, il y avait des témoins. Il y en a toujours eu. Les signes étaient là, clairs, livides.

Mais vous savez ce qui était encore plus clair? L’abandon, la normalisation. Toutes ces personnes qui ont

« Lorsque les mots ne s’accompagnent pas de gestes concrets ou de promesses [...], on nage dans l’immobilisme »

laissé ces choses m’arriver, qui n’ont jamais bronché devant mes appels à l’aide, ceux qui trouvaient normal de me voir trembler et de voir la peur voiler mon regard.

J’ai longtemps porté la culpabilité d’avoir subi. Aujourd’hui, c’est fini. Je pointe le doigt vers les réels coupables. Mon histoire, c’est aussi l’histoire de ma colère, une colère brute que je tente d’estomper tant bien que mal. Je ne mendierai pas votre pardon : je ne suis pas guérie et je refuse de faire semblant de l’être tant qu’une telle hypocrisie sera ancrée dans notre société.

Mais mon histoire est aussi l’histoire de la survivante d’aujourd’hui, qui réapprend à habiter son corps, qui se reconstruit dans les ruines et qui refuse de se taire, pour que plus personne n’ait à subir ce que j’ai traversé.

Parce que moi-même, quand je criais à l’aide sous vos yeux, je criais dans le vide. Face au mur de votre indifférence, j’ai subi et j’ai survécu pour vous en parler aujourd’hui, pour qu’enfin mon cri ne tombe plus dans l’oreille de sourds.

Parce que quand je vois des gens dans la rue, des femmes victimes de violence,

du profilage racial, des enfants qui n’ont plus rien à manger, les forêts en flammes, des étudiants qui doivent choisir entre se loger et s’éduquer, le rejet perpétuel du blâme sur les immigrants, je ne peux pas rester passive. Je ne me donnerai jamais le luxe du silence.

J’ai mal à mon Québec

Loin de moi l’intention de vouloir devenir un nouveau véhicule du cynisme politique, mais j’aimerais que l’on regarde la vérité en face : notre société est à bout de souffle.

Certes, je n’éclipserai pas les quelques progrès sociaux et législatifs qui ont eu lieu au Québec dans les dernières années, mais je veux rendre à César ce qui appartient à César pour que personne n’oublie, à la veille de cette campagne électorale, les enjeux criants qui marquent notre quotidien.

Je pense aux plus de 12 000 personnes en situation d’itinérance au Québec aujourd’hui, à toutes ces personnes en situation d’extrême précarité que je croise chaque matin en me rendant à l’université. L’itinérance augmente en même temps que leur judiciarisation trop fréquente, que le manque de ressources et que la construction d’architecture inhospitalière qui gangrène nos villes. Toutes ces fois où l’on détourne le regard pour ne

pas voir la misère que nous avons acceptée de perpétuer. Les refuges débordent, le coût de la vie augmente et rien ne change.

Je pense à la précarité étudiante, celle qui vit autour de moi à longueur de journée. On parle de presque un jeune sur deux qui a connu au moins une situation d’insécurité alimentaire, alors qu’on débat encore de la nécessité de rémunérer les stages. On parle des frais de scolarité qui augmentent en même temps que les loyers, des étudiants qui grèvent et s’époumonent dans la rue avec leurs pancartes devant leurs facultés. D’autres voix qui tombent dans les oreilles de sourds alors que le gouvernement contemple le calcul restrictif de l’Aide financière aux études (AFE) sans le réformer.

C’est sans mentionner l’Enquête sur les violences à caractère sexuel (VACS) au postsecondaire, promise par le gouvernement en 2022, dont le financement a été retiré en douce. On refuse encore de voir l’ampleur de la violence sexiste et sexuelle chez les jeunes et encore moins l’efficacité du soutien et des services en cette matière. On refuse de me voir, moi, et toutes les autres personnes qui en ont vécues, alors que c’est ce genre de mesure qui aurait pu nous protéger. Et j’aimerais

finir par parler de la hausse de ce type de violence au primaire et au secondaire. Des enfants. Ils vivent des situations inimaginables, qui brisent et marquent leurs âmes à vie.

Je pense aux 12 femmes qui ont perdu la vie cette année dans le contexte de violence conjugale et aux refuges qui débordent jusqu’à devoir refuser une demande d’hébergement sur deux. Je veux que vous pensiez à ces femmes qui prennent leur courage à deux mains pour quitter leur foyer violent, et qui se retrouvent à se faire claquer la porte au nez par manque de ressources.

Pas une de plus. C’est devenu un slogan plus qu’une affirmation parce que peu importe à quel point je l’ai crié à m’en arracher les poumons, il y en a toujours eu une de plus.

Je me rappelle du gouvernement qui niait le racisme systémique alors que Joyce Echaquan venait de perdre la vie dans un hôpital de Joliette sous une pluie d’insultes. Je pense au profilage racial et au poste de quartier 39, où les citoyens que ce dernier avait le devoir de protéger et de servir sont devenus de réels trophées de chasse. J’ai également une pensée pour les scandales de la DPJ, pour tous ces jeunes vulnérables qui se retrouvent dans des centres où ils se font abuser et maltraiter par des éducateurs. Parce qu’un système qui prétend protéger la jeunesse ne doit pas tolérer la présence d’abus physiques et sexuels.

Je vous parle de la planète qui brûle et de la destruction de notre environnement au nom des Northvolt et des Stables de ce monde. Je vous parle des politiciens qui nous demandent de les « lâcher avec les GES », de ceux qui nous parlent de pipelines sur le territoire du Québec ou de l’exploitation de gaz de schiste alors qu’ils renoncent à leurs cibles en matière d’émissions. J’essaie de ne pas me dire qu’il est minuit passé pour la planète, mais j’ai dû me rendre à l’évidence : ce n’est pas moi qui vais réussir à la sauver avec ma pancarte et mon bac à compost.

J’aimerais vous parler du déclin de l’état de droit et de la rédaction d’un projet de constitution censé représenter les Québécois.e.s. Non seulement a-t-il été rédigé de manière non-inclusive, mais il fragiliserait également les contre-pouvoirs, le droit à l’avortement et les droits des Premières Nations et des Inuits. Sans oublier l’utilisation persistante et répétée du bâillon par le gouvernement. Cette pratique permet de limiter le temps de débat et d’adopter plus rapidement les projets de loi, ce qui empêche d’analyser réellement les clauses et prive l’opposition de faire son travail démocratique.

Je vous parle du définancement de l’accès à la culture et de la précarité de nos artistes, de nos hôpitaux et de nos écoles qui tombent en ruine, du manque de soutien en santé mentale, du déni de la crise du logement et de l’école



Catvy Tran | Le Délit

à trois vitesses. De tout ça jusqu’à la montée de l’intolérance envers la communauté 2SLGBTQI+, envers des groupes religieux et envers les immigrants. Pour ne parler que de ces enjeux là.

Je me vois contempler les campagnes pour cesser le harcèlement de rue sur les bannières de la STM – « Témoins intervenez » – mais rien ne change. Ce ne sont que des belles pancartes fluo sur le bord d’un autobus. Lorsque les mots ne s’accompagnent pas de gestes concrets ou de promesses qui veulent réellement dire quelque chose, on nage dans l’immobilisme. Il faut passer à l’acte, il faut parler, il faut crier, il faut qu’ils nous voient.

Pour moi, le Québec est un état de démocratie, d’avancement, de promesses tenues, un état de droit, qui respecte, inclut et écoute ses citoyens. C’est le Québec que j’aime, mais ce n’est pas le Québec que je vois.

Pourquoi, en tant que jeunes, ne pas laisser tomber ?

Comme – moi – je tiens mes promesses, je ne serai pas cynique. Voyez la montagne de problèmes que je vous ai résumés? C’est une fraction des enjeux qu’il y a au Québec. Oui, il reste beaucoup à faire, mais l’implication des jeunes est cruciale.

Seuls 54 % des jeunes de 18 à 34 ans votent alors que ce sont presque 80 % des aînés qui le font. Bien que nous soyons un bloc important de l’électorat et que nous allons devoir subir les impacts des décisions politiques, nous ne faisons pas assez sentir notre poids politique. En renonçant à être

assis à la table, nous nous retrouvons sur le menu.

Nous ne sommes pas représentés à l’Assemblée nationale, certes. Mais nous avons, pour la première fois en quatre ans, la chance de choisir les gens en qui nous avons le plus confiance pour défendre nos intérêts et les projets qui nous parlent, ceux que l’on veut voir charpenter notre Québec de demain. Ne laissons pas d’autres personnes décider pour nous et façonner notre avenir.

Si vous êtes de ceux qui sombrent dans le cynisme et qui veulent que leur vote ait un impact concret, j’ai également quelque chose pour vous. Après chaque élection, les partis politiques, peu importe leur taille ou leur notoriété reçoivent une allocation d’Élection Québec proportionnelle au nombre de votes qu’ils ont obtenus. Ceci vous permet alors de financer indirectement les idées que vous voulez voir davantage dans l’espace du débat public.

Aller voter, c’est simple, et vous avez toutes les raisons de le faire. J’espère que toutes les voix, comme la mienne, seront finalement entendues, que nous serons des visages plutôt que des statistiques. Parce que je suis plus que la femme sur trois et que l’immigrante de deuxième génération qui sature notre système. L’heure est à l’écoute, au respect et à la transparence. Si nous nous mobilisons nous pouvons réellement changer notre pronostic. Le vote est un privilège, mais aussi une responsabilité. Le bien-être de tant de personnes en dépend. Le 5 octobre, ne vous muerez pas dans le silence, laissez-les nous entendre. ☺

Catherine Brunet Rodriguez
Coordonnatrice des réseaux sociaux

Un droit accordé, mais jamais entretenu

Le manque de représentation électorale pour les Américains qui vivent à l'étranger.

Les élections de mi-mandat du Congrès américain arrivent vite. Si vous êtes un Américain qui habite à l'étranger, il est presque trop tard pour pouvoir voter à cette élection, qui aura lieu le 3 novembre 2026. En tant qu'Américain, ce sera la première fois que je peux voter. Ayant peur de manquer l'occasion, j'ai déjà entamé toutes les démarches il y a quelques mois. J'ai très vite découvert que la procédure est bien plus complexe qu'elle ne me semblait. Il existe un problème dans la relation des États-Unis avec leurs citoyens à l'étranger qui veulent voter : il n'y a personne au sein du gouvernement pour nous représenter. À cause de cela, le système électoral américain est trop compliqué et inefficace, ce qui diminue le taux de participation électorale à l'étranger, et réduit la représentation des expatriés.

Une mauvaise structure

D'abord, le problème se présente via le manque d'efforts de la part du gouvernement, qui conserve l'inscription électorale à l'étranger. Une procédure trop complexe – telle est la principale raison citée pour le manque de participation chez les citoyens à l'étranger. Pour voter de l'étranger, il faut d'abord s'inscrire avec le Formulaire 76, ou *Federal Post Card Application* (FPCA). Ce formulaire est à la fois une inscription et une demande de bulletin de vote qu'il faut renouveler chaque année dans de nombreux États. Or, comme le bulletin est reçu par courrier, il est

possible qu'il arrive trop tard, voire jamais. Il est également possible qu'un Américain habitant à l'étranger oublie de renouveler sa demande de bulletin en presumant qu'il est toujours inscrit. Dans tous les cas, le citoyen perd sa chance de voter. De plus, ce dernier doit utiliser sa dernière adresse de résidence aux États-Unis, parce que c'est là que son vote est compté. En théorie, ces Américains ont un représentant – mais ce représentant est élu sur des enjeux locaux, par des électeurs qui vivent dans la circonscription. Éparpillés entre 435 circonscriptions, les Américains à l'étranger ne forment qu'une minorité négligeable dans une circonscription donnée, donc les représentants n'ont pas de motivation à entretenir leur engagement électoral.

D'après un rapport au Congrès publié par le *Federal Voting Assistance Program* (FVAP) en 2024, seulement 11 % des Américains éligibles à l'étranger ont voté à l'élection de 2024, alors que le taux de participation général était d'environ 65 %. Cela veut dire que le taux de participation américain est environ six fois moins élevé à l'étranger – un chiffre minuscule.

Le droit de vote

Pourtant, les droits de vote pour les citoyens américains habitant à l'étranger sont particulièrement inclusifs comparés aux autres pays. Par exemple, l'Australie élimine de ses listes électorales les citoyens ayant l'intention de partir pour plus

de 6 ans. Quant à l'Irlande, elle ne permet simplement pas aux citoyens à l'étranger de voter, avec certaines exceptions. C'est cette comparaison-là qui met en lumière le cœur du problème : les États-Unis accordent le droit de vote à chaque citoyen – sauf certains criminels –, mais le gouvernement ne met pas en place un système efficace pour entretenir ce droit. Il est important de noter que, contrairement à l'inscription au vote, l'obligation de déclarer ses revenus n'expire jamais chez les Américains, même s'ils habitent à l'étranger. Il existe donc une asymétrie entre la conservation de l'obligation fiscale et les droits électoraux, ce qui correspond ironiquement à la source de la revendication qui a fondé le pays : « *pas d'imposition sans représentation* (tdlr) ».

Le système français et l'engagement

Cependant, il existe des pays qui réussissent à représenter les citoyens habitant à l'étranger, notamment la France, qui a un registre des Français établis hors du pays. Il suffit de s'inscrire une fois pour apparaître sur la liste électorale consulaire, sans expiration. Il existe alors 11 circonscriptions hors de France pour ces citoyens, qui élisent chacune un député à l'Assemblée nationale. La différence principale entre les deux systèmes se trouve là : aux États-Unis, le citoyen doit conserver une relation avec l'État, alors qu'en France, c'est l'État qui la conserve, étant donné que le citoyen est inscrit à un registre. Parmi les Français situés

dans ces circonscriptions, 1 617 523 étaient inscrits sur les listes électorales le 1er janvier 2025, alors que le nombre de Français à l'étranger s'élevait à environ 2,5 millions.

Pour les élections législatives françaises de 2024, le taux de participation parmi les inscrits était de 66,71 % au premier tour des élections. Toutefois, parmi ceux inscrits au registre électoral consulaire en 2024, 36 % (573 950) ont voté aux élections législatives, selon le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Par rapport à 65 % comme taux général et 11 % à l'étranger aux États-Unis, la France perd environ 46 % des électeurs à l'étranger, tandis que les États-Unis en perdent environ 83 %. Cette forte disparité de participation à l'étranger suggère qu'il existe une différence au niveau du système qui influence le comportement électoral des citoyens.

Les solutions

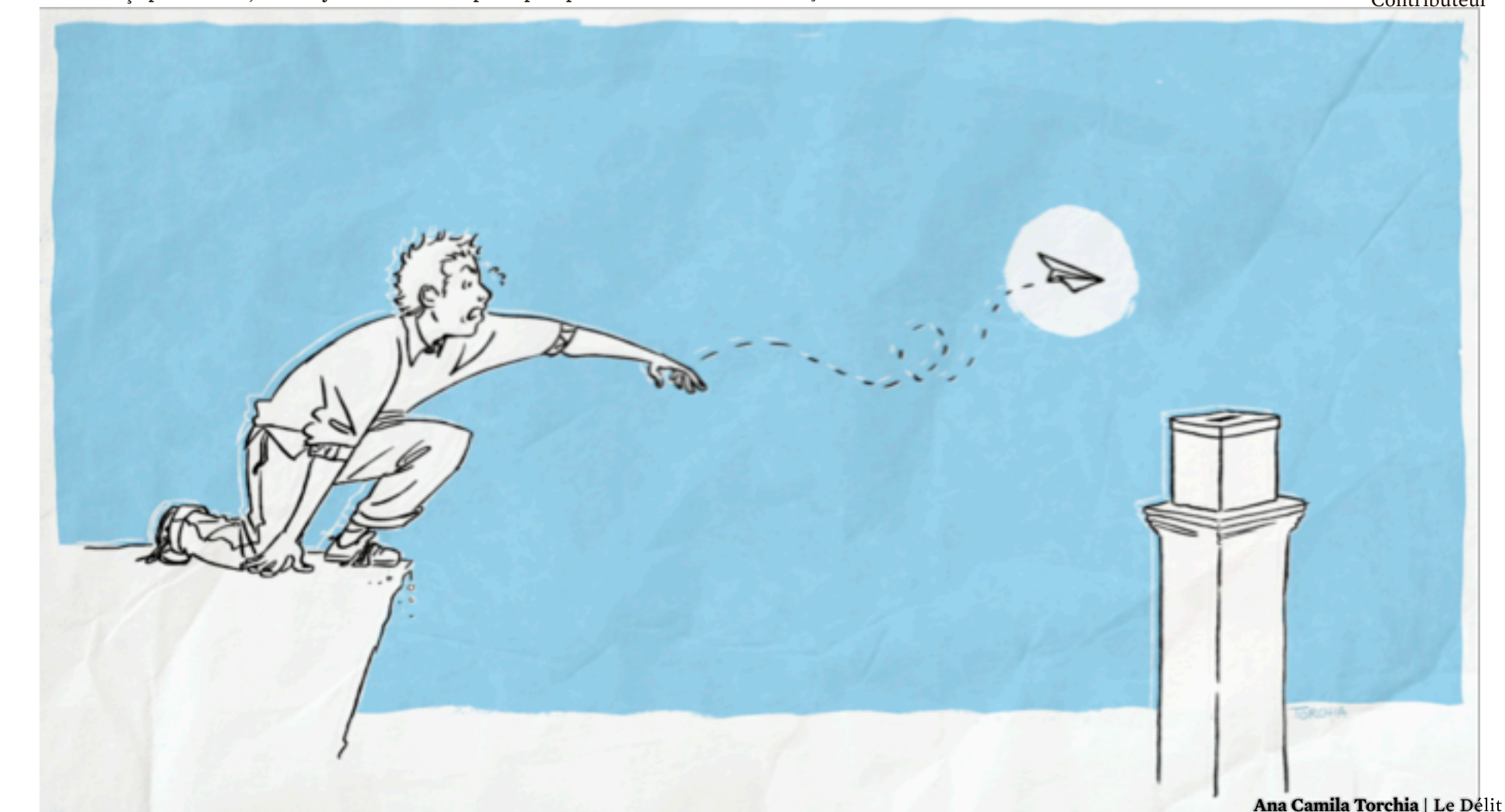
Il existe déjà des propositions de loi jamais adoptées qui visent à améliorer la situation, comme *The Commission on Americans Living Abroad Act*. Cette législation a été proposée à plusieurs reprises depuis 2008 et créerait une commission chargée d'étudier comment les lois et politiques fédérales impactent les Américains à l'étranger. De plus, il existe un caucus – un groupement informel d'élus sans pouvoir législatif – qui a été fondé en 2007 afin de représenter les citoyens à l'étranger. Ce caucus

soutient la proposition citée, mais il n'arrive pas encore à la faire adopter.

Enfin, une solution idéale serait que les États-Unis adoptent la structure française dans sa totalité. Malheureusement, ce serait presque impossible à mettre en place, parce que pour ajouter de nouveaux représentants, il faudrait un amendement, ce qui est hautement improbable. Je pense qu'il faudrait d'abord proposer l'adoption d'une partie de la structure française – le registre des citoyens hors du pays –, permettant ainsi d'améliorer la communication et la cohésion avec les citoyens à l'étranger. Quant au gouvernement, il devrait ajouter un représentant sans droit de vote au Congrès, le même style de représentant qu'ont Porto Rico, Washington D.C., et les autres territoires américains sans statut d'État. Cette action pourrait mener à des changements dans la structure américaine et ne demanderait qu'une loi ordinaire. Même si ces types de représentants n'ont pas le droit de vote, ils pourraient au moins porter les intérêts des citoyens et élargir leur visibilité.

Finalement, si un droit est accordé, il faut que le gouvernement prenne des mesures pour l'entretenir, et si l'obligation fiscale n'expire jamais, il doit en être de même pour l'inscription électorale. ☹

Owen Roberts
Contributeur



Ana Camila Torchia | Le Délit

La transidentité dans les slashers

Une réflexion sur le film *Teenage Sex and Death at Camp Miasma*.

À l'approche de l'automne et de la saison des frissons, nous sommes certainement nombreux à être prêts à nous replonger dans l'univers des films d'horreur. Un des genres les plus populaires est celui des *slashers*, dans lesquels un personnage masqué assassine les personnages un à un. Ce sous-genre cinématographique exploite très souvent les personnages queer et trans,

Schoenbrun met en scène une jeune réalisatrice, Kris Williams – jouée par Hannah Einbinder – chargée de réaliser un nouveau film dans la franchise fictive des *slashers* Camp Miasma. Elle rencontre alors Billy Presley – que Gillian Anderson interprète – une actrice populaire de la saga que Kris poursuit, mais qui vit désormais recluse. Alors que les deux femmes apprennent à se connaître, elles réalisent

slashers du Camp Miasma sont en fait créés par *Little Death* pour son amusement. La deuxième partie du film est ambiguë : l'agentivité créative du tueur prend le dessus alors que Kris et Billy le laissent créer un nouveau film à l'intérieur de celui de Schoenbrun. *Teenage Sex and Death at Camp Miasma* présente un simulacre des *slashers* du Camp Miasma dans lequel les personnages se mettent sciemment en scène.

« Une aventure méta cinématographique dans laquelle Kris et Billy tentent non pas forcément d'échapper à la mort, mais de se libérer des entraves de la sexualité »

qui incarnent une transgression effrayante en raison de leur identité incompréhensible pour certains et de leur remise en question du statu quo.

Remanier le genre de l'horreur

Cette représentation évidemment stéréotypée, péjorative mais surtout inadéquate de la transidentité et de l'homosexualité est entièrement repensée par Jane Schoenbrun dans son nouveau long-métrage, *Teenage Sex and Death at Camp Miasma*, présenté au Festival de Cannes 2026, où il a également remporté la Palme Queer.

que *Little Death* – la Petite Mort – le tueur des Camp Miasma originaux, est bel et bien réel et s'apprête à frapper à nouveau. S'ensuit alors une aventure méta cinématographique dans laquelle Kris et Billy tentent non pas forcément d'échapper à la mort, mais de se libérer des entraves de la sexualité.

Le métacinéma au service de la libération queer

Schoenbrun retravaille les lieux communs du cinéma de l'horreur en redonnant à son personnage trans, *Little Death*, une agentivité inégalée : les

Notre réalisateur·ice rejette l'exploitation des personnes trans afin de recentrer leur identité transgressive de façon positive. En effet, Kris et Billy ne survivent que parce qu'elles acceptent l'autorité de *Little Death* et sa puissance artistique. Elles cèdent à la qualité méta du film de Schoenbrun afin de défier les stéréotypes et de dépasser le visionnage : elles deviennent des personnages dans leur vie réelle, et réelles dans le cinéma.

Teenage Sex and Death at Camp Miasma explore les thèmes de la dissociation, de la fragmentation du



Image tirée de *Teenage death and sex at Camp Miasma*

soi ainsi que de la répression (sexuelle et de genre). Il offre une alternative aux pressions de la société patriarcale et capitaliste dans laquelle les personnes issues de la communauté 2SLGBTQIA+ peuvent occuper la place qui leur est due. Il s'assume pleinement comme parodie, comme hyperréalité et c'est justement sa plus grande force.

Les projets de Jane Schoenbrun, ce film compris, représentent réelle-

ment une bouffée d'air frais pour les personnes trans et queer. Iel met en avant des identités peu représentées avec finesse, précision et volonté. ☺

Louane Biquin
Contributeur

MONTRÉAL

Un an du Club DD's

L'importance des espaces inclusifs pour la communauté 2SLGBTQI+.

Il y a maintenant un an, le 9 septembre 2025, le Club DD's ouvrait pour la première fois ses portes à l'occasion de sa soirée de lancement – et la réponse de la communauté queer de Montréal ne s'est pas fait attendre. Une longue file s'est rapidement formée, remontant jusqu'à l'intersection entre Duluth et Saint-Laurent. Cependant, malgré la longue attente, c'est la bonne humeur qui régnait ce soir-là : le Plateau retrouvait enfin une boîte de nuit queer.

Situé au cœur du quartier du Plateau-

Mont-Royal, sur le boulevard Saint-Laurent, le Club DD's a remplacé le bar de musique en direct le Blue Dog. Ce bar précédemment très apprécié des habitants du quartier, a été forcé de fermer à la suite de problèmes financiers liés à des plaintes du voisinage.

Si sa fermeture a causé de nombreux émois, les nouveaux propriétaires de l'espace ont réussi en cinq semaines à transformer entièrement l'ancien bar en une boîte de nuit créée par et pour les personnes 2SLGBTQI+. Depuis son

ouverture, le club est devenu un lieu incontournable pour la communauté queer du Plateau, particulièrement la communauté lesbienne. Les propriétaires du club l'expliquent dans un article de *Forget The Box* : leur idée était de recréer

« Malgré la longue attente, c'est la bonne humeur qui régnait ce soir-là : le Plateau retrouvait enfin une boîte de nuit queer »

l'ambiance du *Drugstore*, un bar lesbien de six étages qui a fermé en 2013.

Le Plateau et son histoire queer

Si aujourd'hui le Club DD's est la seule boîte de nuit destinée à un public saphique, cela n'a pas toujours été le cas à Montréal. En effet, à la suite de la répression policière qu'ont subie les bars queer au moment des Jeux Olympiques de 1976, les lieux de la communauté ont quitté le centre-ville. D'un côté, les hommes gais ont développé leurs bars et boîtes de nuit dans ce qu'on appelle maintenant le Village, et d'un autre, la communauté lesbienne s'est implantée dans le quartier du Plateau, où elles résidaient dans des logements communaux – moins chers –,

adoptant souvent des modes de vie contre-culturels.

Dans ce contexte, de nombreux espaces dédiés aux lesbiennes ont émergé, surtout sur la rue Saint-Denis. On parle alors de « l'âge

d'or » du lesbianisme à Montréal. Toutefois, cela n'a pas duré. Au fil des années, le nombre d'espaces qui leur sont dédiés a diminué, passant de sept en 1992 à un en 2003.

Le Club DD's, un espace inclusif

Dans ce tableau sombre, le Club DD's apparaît comme une lumière pour la communauté lesbienne de Montréal. Cependant, cet endroit n'est pas uniquement un espace pour les femmes lesbiennes. Il se distingue par son inclusivité envers tous les membres de la communauté 2SLGBTQI+. S'il s'y déroule effectivement de nombreuses soirées saphiques, il y a également des événements pour d'autres groupes de la com-

munauté queer. On peut penser aux soirées transmasculin, drag, QTBIPOC (pour les personnes queer et trans, autochtones et racisées), aux soirées pour les plus de trente ans et même aux soirées de socialisation pour les personnes neurodivergentes.

Ainsi, alors que beaucoup de clubs 2SLGBTQI+ à Montréal sont destinés principalement aux hommes gais cisgenres, le Club DD's devient bien plus qu'un bar ou une boîte de nuit : un véritable espace communautaire où chacun.e peut exister en sécurité et sans peur d'être jugé.e pour ce qu'il ou elle est. ☺

Sixtine Nicolaï
Éditrice Coin queer



Félix Fournier | Le Délit

Un hommage à la force de vivre

L'exposition du World Press Photo dévoile les combats de notre ère.

Dehors, le ciel est sombre. La pluie tombe fortement et les souliers des visiteurs couinent contre le sol au fil de leur déplacement dans l'exposition du World Press Photo 2026. Cette exposition de photojournalisme présente une sélection de clichés provenant de partout à travers le monde. Conflits géopolitiques, catastrophes naturelles, enjeux d'égalité, tout y est. World Press Photo présente notre monde actuel à travers une série de photographies qui tantôt donnent espoir, tantôt attristent. La complexité de notre époque s'affiche devant nos yeux dans des images à couper le souffle.

Un monde qui bascule

À l'entrée, un panneau explique l'importance de la liberté de presse dans le monde. Une carte illustre à l'aide de couleurs la situation dans différents pays : vert pour une bonne situation, jaune pour une situation satisfaisante, orange pour une situation problématique, rouge pour une situation difficile et bourgogne pour une situation très grave. Malheureusement, la prédominance du rouge et du bourgogne ne me surprend pas. Ce qui me frappe, c'est la rareté du vert. Une rareté d'autant plus surprenante lorsque je me souviens de ma visite de l'ex-

© Victor J. Blue | New York Times

position l'année dernière. La carte y présentait davantage de vert et beaucoup moins de rouge. Nos voisins du sud sont, sans surprise, colorés en orangeorange: une situation problématique. Si la couleur ne me surprend pas, elle me bouleverse tout de même. Le Canada, lui-même, est en jaune: situation satisfaisante, mais pas nécessairement bonne.

Plus perturbant encore, le panneau à l'entrée indique que 2025 a été l'une des années les plus meurtrières pour les journalistes à l'échelle internationale. Ces journalistes, tués dans l'exercice de leur profession, ont dévoué leur vie à la vérité et l'information afin d'informer le monde entier de situations dangereuses.

Une humanité (in)humaine

Que ce soit de façon explicite ou implicite, les photos de l'exposition présentent toute l'humanité à leur manière. Certaines illustrent l'impact des changements climatiques sur une population, d'autres dépeignent une résistance politique, mais toutes se rassemblent autour de l'humain et de sa place dans le monde. Devant ces clichés impressionnants, nous nous sentons petits dans l'univers.



© Carol Guzy | ZUMA Press

Les enjeux sont remis en perspective et les mots sont délaissés pour faire place à l'émotion à vif.

La photo gagnante du prix World Press Photo de 2026 en est l'exemple : la détresse est à l'avant-plan, presque palpable. Impossible de détourner le regard face à cette famille déchirée par les lois sur l'immigration mises en place par l'administration Trump. Un homme est arrêté par l'ICE (Service de l'immigration et des douanes des États-Unis), laissant ses trois filles et sa femme dans l'incompréhension et le deuil. Le deuil de leur vie de famille, le deuil de la vie qu'ils avaient toujours connue ensemble.

La photo finaliste pour le prix World Press Photo de l'année est aussi marquante. On y retrouve un groupe de femmes autochtones maya achis, parmi lesquelles figure Doña Paulina Ixpatá Alvaro à l'avant-plan, qui se tiennent devant la caméra, affichant un visage sérieux. Après quarante ans à cohabiter avec des hommes les ayant violées lors de la guerre civile au Guatemala, elles peuvent finalement se sentir en sécurité : les agresseurs ont enfin été reconnus coupables de viols et de crimes contre l'humanité. Le combat de 36 femmes ayant dénoncé leurs agresseurs aura duré 14 ans avant qu'elles n'obtiennent justice. La photographie illustre leur courage et leur dignité, leur capacité à garder la tête haute face aux horreurs subies.

Avoir la force de continuer

Cette année, la jeunesse est particulièrement présente dans l'exposition. La génération Z a mis le feu

aux poudres dans plusieurs pays en refusant de continuer à tolérer plus longtemps l'oppression et les systèmes corrompus. Une photographie montre le Singha Durbar, le siège historique du gouvernement népalais, en flammes : il s'agit de l'œuvre de manifestants. En deux jours, 76 personnes ont perdu la vie dans les manifestations contre le gouvernement en place, la majorité de ces décès ayant été causés par la police. L'image est saisissante : une marée humaine assiste à l'incendie d'un monument national, symbole d'une révolte dont la réussite est due au courage et à la détermination d'un peuple.

Une situation similaire est représentée dans d'autres œuvres. Quatre photographies illustrent les manifestations de la génération Z à Madagascar, où des étudiants ont manifesté contre la corruption, la défaillance des services publics et les difficultés économiques. Des confrontations particulièrement violentes ont eu lieu lors des manifestations, notamment le 9 octobre 2025, lorsque 22 personnes sont mortes et plus de 100 ont été blessées. Ces soulèvements populaires ont finalement provoqué un changement de régime. C'est l'espoir d'une population en une génération qui refuse d'accepter les abus.

Un petit changement, un grand pas pour l'humanité

Plusieurs séries de photographies montrent qu'un monde meilleur est juste au bout de nos doigts. Qu'il s'agisse de l'accès à des robots pour des personnes âgées afin de combattre en maison

de retraite en Allemagne ou de jeunes enfants bénéficiant de cours de ballet gratuits en Afrique du Sud, l'espoir germe au sein de cette exposition. À travers les génocides, les feux de forêt ravageurs, les guerres destructrices et les soulèvements populaires violemment réprimés, l'humanité continue d'exister, de chercher le bonheur et le meilleur en elle-même. Des milliers et des milliers de gens font preuve de persévérance chaque jour en continuant à vivre malgré des situations précaires et même dangereuses.

À une époque où les conflits géopolitiques ne cessent de se multiplier, il est facile de perdre espoir et de se montrer pessimiste face à l'avenir. L'exposition du World Press Photo présente la détresse, la douleur et l'horreur du monde d'aujourd'hui, mais met également de l'avant le courage, la bonté et l'importance de la communauté dans la lutte pour un monde meilleur. À travers les récits touchants et déchirants, ces photographies capturent une petite parcelle de l'âme de ces gens qui luttent et qui résistent. C'est est à notre tour, visiteurs privilégiés, d'être témoins de leurs réalités et de poursuivre la bataille pour s'assurer que toutes ces vies, toutes ces enfances et tous ces futurs n'ont pas été volés en vain.

L'exposition du World Press Photo 2026 est disponible jusqu'au 12 octobre au Marché Bonsecours. Entrée à 13,50\$. ☹

Rose Langlois
Éditrice Culture



La fabrique de la boîte de nuit

Liberté de la piste : une mécanique sonore, entre nostalgie et quête de patrimoine.

« *La vie nocturne, c’est romantiser en permanence une époque révolue qu’on n’a pas connue (tdlr)* », dit Brock Colyar à NBC News. Il a fallu inventer un mot pour ça : l’écrivain John Koenig a forgé « *anémioia* », la nostalgie d’un temps qu’on ne connaît que par les images. Dans une enquête de 2026 menée par Vevo aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie, une personne sur trois de la génération Z dit se sentir née dans la mauvaise génération. On n’a rien connu de cette époque qu’on romantise, et pourtant, ça nous manque. Un sentiment qui n’existe que depuis que le passé se consulte sur un écran.

Le *club* est devenu l’objet type de cette nostalgie. On imagine une piste plus libre, où l’on venait d’abord pour danser. Cette liberté qu’on suppose spontanée fut d’abord un calcul. Et derrière ce calcul, un nom.

Pour que la danse ne s’arrête pas

Le *club* qu’on regrette n’a rien inventé, pas même la musique qui ne s’arrête jamais. Longtemps, le disque s’achevait, le rythme se cassait, les gens arrêtaient de danser et il fallait les relancer. À New York, à la fin des années 1960, un DJ nommé Francis Grasso est l’un des premiers à caler le tempo d’un nouveau disque sur celui qui joue pour que la musique ne s’interrompe plus. Interrogé par Frank Broughton en 1999, il décrit ainsi ce que faisaient les DJs avant lui : « *Personne n’avait vraiment maintenu le rythme. Ils les faisaient danser, puis changeaient de disque. Il fallait rattraper le rythme. Ça ne coulait jamais.* »

Grasso n’a pas trouvé ça seul. Latechnique lui vient d’un ingénieur de la radio, à CBS, dont il ne donne pas le nom. Elle sort donc d’un métier de



Ana Temmers | Le Délit

pour ne jamais faiblir et même pour faire trembler les murs. Le bruit d’un club se mesure en décibels. Deux acousticiens ont relevé une moyenne de 96 dBA dans plus de soixante *clubs* torontois – un niveau où il faut crier pour se faire entendre à un mètre.

En plus des enceintes, Long réglait la pièce. Les murs et le plafond étaient traités pour absorber les échos, et le système était recalibré deux fois par semaine. La chaleur et la foule déréglaient le son au fil de la nuit, et Levan allait retoucher les amplis pendant qu’il jouait. Long avait une formule pour ça : « *le système de son peut être considéré comme l’orchestre, et le*

corps, proche de deux mouvements par seconde.

Cette régularité a tenu jusqu’en 2016. La radiotélévision publique berlinoise rbb24 a comparé les vingt morceaux préférés des lecteurs du magazine *Groove* en 2016, 2019 et 2022, dans le pays qui reste le premier marché mondial de la musique électronique. En tête en 2016, « *Mutter* » de Konstantin Sibold, 129 BPM, une dizaine de mi-

sur le corps qui danse, mais sur l’appareil qui le filme.

Personne à créditer

Aucune de ces décisions n’a d’auteur identifiable, et ce n’est pas un hasard. En 2018, le *Vitra Design Museum* consacrait aux clubs une exposition, « *Night Fever* », où il les présente comme des œuvres d’art totales. L’expression ne désigne pas seulement le bâtiment. Elle englobe le son,

lieux de divertissement, qui comprend aussi les salles de jeux et les maisons closes, afin de les classer avec les théâtres et les musées. Cinq ans plus tard, ce n’est toujours pas fait. En revanche, en mars 2024, la techno berlinoise entre au registre national allemand du patrimoine immatériel. La seule catégorie disponible est celle ne suppose ni objet ni auteur.

À Montréal, la question ne se pose même pas en ces termes. La vie noc-

« Le tempo ne serait plus réglé sur le corps qui danse, mais sur l’appareil qui le film »

la diffusion et s’apprend comme un savoir-faire manuel. Il raconte être devenu assez habile pour se repérer au seul reflet de la lumière sur le disque. Rien, dans ce qu’il en dit, ne parle d’argent. Il parle de flux et de tenir une piste.

Une salle qu’on accorde

C’est ensuite la salle elle-même qu’on se met à adapter. En club, il y a ce moment où tout disparaît, sauf les basses. À New York, en 1977, le *Paradise Garage* est bâti autour de cet effet. Le système de son est conçu par *Richard Long & Associates*. Il est calibré sur la façon de jouer du DJ résident, Larry Levan. Au-dessus de la piste pendent des grappes de petits haut-parleurs réservés aux sons aigus, sur une commande séparée que Levan peut pousser plus fort que tout le reste. Il peut aussi les couper. Les basses, elles, sont assez puissantes

DJ comme son chef. » Long n’était cependant pas un artiste : il vendait des systèmes de son à des propriétaires de *clubs*, jusqu’à Chicago, Tel-Aviv ou encore Francfort. Le flux que Grasso obtenait avec deux platines avait maintenant un prix.

Plus vite que le corps

Le tempo se compte en battements par minute (BPM). Dirk Moelants, musicologue à l’Université de Gand, a dépouillé plus de 120 000

relevés de tempo sur quatre continents. La moitié de la musique dansante tient entre 120 et 140 BPM, avec un sommet autour de 130. C’est la cadence qu’il associe au

nutes, aucune voix. En tête en 2022, « *Miss You* » de Southstar, 145 BPM, des voix, des synthés. Le premier est au sommet de la courbe. Le second est au-dessus de toute la fourchette.

Dans les clubs, on met cette accélération sur le compte des confinements du COVID-19 et de l’énergie accumulée pendant deux ans sans piste. Les données disent autre chose : dès 2019, les morceaux étaient déjà nettement plus rapides qu’en 2016. rbb24 pointe ailleurs. Les stories Instagram existent depuis 2016, TikTok depuis 2017, et une soirée s’y publie comme un trophée. « *On voit mieux ce qui est sauvage à partir de*

la lumière, la salle, jusqu’aux danseurs eux-mêmes, c’est-à-dire la soirée. Or, une soirée n’a personne à créditer. Un DJ signe son set, et Levan a donné son nom à un haut-parleur, mais il n’a pas conçu la salle où il jouait, et Long n’a pas programmé les nuits qu’on y a passées. Un musée, lui, n’a pas ce problème : on y crédite les artistes accrochés au mur, et leurs tableaux existent encore le lendemain. Une soirée ne laisse que des images.

L’Allemagne, elle, n’a tranché qu’à moitié. En novembre 2020, la plus haute juridiction fiscale allemande fait passer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des soirées de musique

turne montréalaise a perdu plusieurs salles ces dernières années. Le Divan Orange, fermé en 2018 après des années de plaintes. Les Katacombes, fermées en 2019, sous la pression immobilière. La Tulipe, fermée quatorze mois à cause de la plainte d’un seul voisin dont l’immeuble commercial avait été converti en logement. Ce n’est plus du patrimoine qu’on discute ici, mais de la survie pure et simple des lieux.

À Berlin, des clubs collent un autocollant sur les caméras des téléphones, pour que la nuit reste à ceux qui y sont. On publie les vidéos quand même. On n’y voit qu’un carré noir, on y entend la salle. Le passé se consulte à présent d’un geste, et voilà ce qu’il en restera. ☹

« On imagine une piste plus libre, où l’on venait d’abord pour danser. Cette liberté qu’on suppose spontanée fut d’abord un calcul »

135 BPM, là où les bras et les jambes bougent vraiment », explique Ersin Akgül, agent d’artistes berlinois. Le phénomène a même un nom, le « *Ravetok* ». Le tempo ne serait plus réglé

électronique de 19 % à 7 %, le même taux que les théâtres et les musées. Le 7 mai 2021, le Parlement allemand demande au gouvernement de sortir les *clubs* de la catégorie des

Joséphine Miton
Éditrice Société

La flûte enchantée : des voix pour sauver Mozart

Mozart a été au rendez-vous ; la forêt magique, elle, a manqué à l'appel.

C'est à la maison symphonique qu'a eu lieu la performance de *La Flûte enchantée* de Mozart jeudi dernier. La version concert, sans mise en scène, n'a pas apporté les tons clairs et obscurs propres à la pièce de 1791. Néanmoins, l'interprétation des musiciens et des chanteurs a suffi pour que je m'imaginer la forêt magique où la Reine de la nuit supplie Tamino d'affranchir sa fille.

Pour faciliter la compréhension du récit, le chef d'orchestre récitait un paragraphe à la fin de chaque mor-

nication ont évolué depuis 1791 », s'est exclamé le chef. Or, une telle stratégie s'est révélée infantilissante : elle met des mots dans la bouche du public, qui aurait pu par lui-même saisir que les temps ont changé.

La représentation n'a d'ailleurs pas cherché à dissimuler le contemporain. Les costumes des artistes n'évoquaient pas les temps classiques. Au contraire, ils m'ont transporté au Centre Eaton : chez Browns pour des Doc Martens et chez Simons pour des talons. Les appareils électroniques de cer-

tueuses connaissaient l'essence de *La Flûte enchantée*, mais devaient faire avec les moyens du bord.

C'est le talent des interprètes qui a sauvé cette représentation qui ne croyait ni aux décors ni aux costumes. Il fallait fermer les yeux et se contenter d'entendre la force des instruments et des voix. Le

soprano colorature en charge du rôle, a été applaudie et célébrée pour son interprétation. Des cris émus, des mains battant sans fin et des cris de triomphe ont souligné la justesse de ses contre-fas qui donnaient la chair de poule.

Il en va de même pour Matthew Li, dans le rôle de Sarastro, dont les

dont les phrases solos étaient d'une grande finesse.

Cette représentation m'a prouvé que la maîtrise de l'art suffit, tout en me rappelant les limites d'une version concert. Un texte entre les morceaux et les actes ne peut pas traduire ce qu'une mise en scène exprime. Si la musique et le chant demeurent « enchantés », sans le théâtre, la forêt se trouve moins ténébreuse et la reine, moins maléfique.

Je devrai donc attendre la version complète de *La Flûte enchantée*, qui n'a pas vu le jour à l'Opéra de Montréal depuis 2022. Seulement ainsi admirerai-je à la fois les interprètes et les personnages tirés du livret de Schikaneder. ☹

« Les appareils électroniques de certains interprètes me ramenaient incontestablement à l'ère du numérique : comment entrer dans l'univers de Mozart quand un iPad absorbe le regard du personnage? »

ceau. L'initiative m'a paru bonne, mais elle manquait de neutralité. En effet, certaines fins, bien que drôles, tentaient d'apaiser la misogynie de l'œuvre. Dans d'autres cas, elles faisaient des clins d'œil aux avancées technologiques : « Il faut croire que nos moyens de commu-

tains interprètes me ramenaient incontestablement à l'ère du numérique : comment entrer dans l'univers de Mozart quand un iPad absorbe le regard du personnage?

Rien ne semblait agencé : je voyais une scène où des personnes talen-

passage de *Der Hölle Rache*, sans doute le plus emblématique de l'opéra, où la colère de la Reine de la Nuit s'étend dans les staccatos et les notes les plus stridentes, a saisi le public. Suzanne Rigden, la

notes basses ne manquaient pas de rondeur et de puissance, ou encore Papageno, interprété par Olivier Bergeron, dont le chant et le jeu reflétaient la joie naturelle du personnage, sans oublier la flûtiste



TamPhotography

Euniden Urias
Contributeur

EXPOSITION

Repenser le système

Chloë Cheuk nous parle de son parcours de résidence au MBAM.

Le mercredi 8 septembre, à 17h15, j'arrive au Musée des Beaux-Arts de Montréal (MBAM).

« Il reste encore de la place. Dites à ma collègue à l'entrée que vous venez pour la conférence. Elle vous dirigera. »

En suivant ces indications, je me rends au Salon du pavillon Jean-Noël Desmarais. Ce soir-là, le MBAM propose une rencontre avec la lauréate de la résidence

ont tendance à poser le regard sur une collection du musée en particulier. Ce ne fut pas exactement le cas pour Cheuk : « Chloë a spécifiquement mentionné qu'elle s'intéressait à l'expérience du musée comme système (tdlr) », raconte la conservatrice. En parlant de « système », Cheuk s'intéresse au processus de préservation et de restauration des œuvres auquel nous, visiteurs, prêtons rarement attention. À ce sujet, elle ex-

sa résidence. « Le musée a numérisé les machines de contrôle et j'ai eu l'occasion d'en demander une quand les conservateurs les retireraient. » Cheuk continue sa description en mettant en lumière ce qui « [l',ndlr] intrigue dans cette machine » : « le capteur à l'extrémité n'est pas numérique ; il est confectonné avec des cheveux humains ».

Cependant, à l'ère numérique, beaucoup de musées comme le MBAM



Jiayuan Cao | Le Délit

« Lorsque nous sommes au musée, nous respirons nous aussi et faisons l'expérience de la température et de l'humidité contrôlées par l'institution »

Chloë Cheuk, artiste lauréate de la résidence Empreintes 2026

Empreintes 2026, Chloë Cheuk. En conversation avec Anne-Marie St-Jean Aubre, conservatrice de l'art québécois et canadien contemporain du musée, Cheuk nous partage son parcours de recherche durant son séjour.

Un regard sur la machinerie

Souvent, à l'étape de la proposition de projet pour une résidence comme celle au MBAM, les artistes

plique : « Au musée, tout est stable à la surface, mais on oublie parfois qu'il s'agit du résultat d'efforts continus en coulisses. Et cela pique ma curiosité de voir de près ce système qui garde le tout fonctionnel. »

L'artiste nous montre notamment une photo d'un ancien thermohygromètre – instrument pour mesurer à la fois la température et l'humidité de l'air en continu – du MBAM qu'elle s'est procuré lors de

ont mis à jour leur système de contrôle d'environnement. Le manufacturier de ce thermohygromètre en a même cessé la production.

Certes, on peut y voir un progrès technologique : les données sont plus exactes et le travail de préservation, grandement facilité. Mais d'un point de vue symbolique, cet objet raconte une autre histoire : « Quand je vois cet objet, cela éveille ma curiosité parce que,

lorsque nous sommes au musée, nous respirons nous aussi et faisons l'expérience de la température et de l'humidité contrôlées par l'institution. » Les cheveux humains servaient autrefois d'outil de mesure de l'humidité ; des capteurs numériques prennent désormais le relais. Ce glissement du biologique vers le technologique interpelle Cheuk, dont la pratique se concentre depuis longtemps sur les liens invisibles qui unissent les individus à leur environnement.

Toutefois, pour le visiteur, le résultat demeure essentiellement le même : l'environnement est main-

tenu, presque de façon indiscernable, en arrière-plan.

En quittant le MBAM, je repense à la remarque de Cheuk : derrière l'apparente stabilité du musée se cache une collection d'efforts continus. Si les machines évoluent, ce sont encore des personnes qui les conçoivent, les entretiennent et veillent au bon fonctionnement de l'ensemble. Peut-être réside là l'aspect le plus invisible du système. ☹

Jiayuan Cao
Éditrice Culture

Le plaisir de lire

Présentation des titres à surveiller de la rentrée littéraire.

En cette rentrée scolaire, pour quoi ne pas se donner des nouveaux objectifs de lecture? En cette occasion, je vous propose une série de livres variés par des auteurs québécois, canadiens et internationaux. Je vous conseille aussi de vous installer sous votre couverture la plus confortable avec votre chandelle préférée pour lire cet article!

Livres en français :

Michelines par Michel-Maxime Legault : une forme éclatée

Théâtre, prose et poésie se mélangent dans ce livre unique paru le 24 août. Cette nouvelle sortie est considérée comme la suite de sa première pièce, et le dramaturge y poursuit la réflexion sur son identité. Il retrace ainsi la vie des femmes de sa famille. L'œuvre est interprétée par Legault lui-même au Théâtre du Bic et au Théâtre Duceppe, soit 18 représentations entre le 8 septembre et le 20 mai. Le critique Christian Saint-Pierre souligne d'ailleurs la force d'évocation du texte qui est transmis sur scène : « Avec quelques mots seulement, une image, une métaphore, une comparaison, l'auteur et interprète [...] nous fait voyager dans le temps. »

Chambre noire par Dominique Fortier : photographier la mémoire

Vivian Maier, grande photographe célèbre pour ses scènes urbaines, fascine encore plusieurs personnes aujourd'hui. Dans cette nouvelle œuvre publiée le 31 août, l'autrice plonge dans l'univers de Maier, tout en réfléchissant à la mémoire et à sa

Félix Fournier | Le Délit

propre enfance. Fortier, qui compte plus de dix titres à son actif, est notamment connue pour son travail sur la poète Emily Dickinson. Dans *Chambre noire*, elle voyage dans les ombres et les lumières de la photographie, de sa vie personnelle, de Maier, du deuil, de la mémoire et du mystère. Fortier dit même par rapport à son texte : « Avec ce livre, j'ai réussi à aller toucher quelque chose que je n'avais pas atteint encore. »

L'insidieux soleil, pour toujours par Charlotte Francœur : poésie intime

Sous la forme de vers libres, ce recueil alterne entre le récit familial et le documentaire médical. Autour des thèmes de la filiation, de l'abandon et de l'intime, l'autrice explore le récit d'un père et de sa fille, séparés par un héritage de la fuite. Poète québécoise et codirectrice des Éditions du Noûit à Montréal, Charlotte Francœur nous livre son quatrième recueil de poésie, dont la parution est prévue pour le 22 septembre.

Extrait : « nous sommes en vie / et tant que nous marchons / dans ce pays que tu as choisi / tu restes en vie. »

Anna Darling par Catherine Mavrikakis : voyage dans l'espace-temps

Passé et présent s'entremêlent dans ce nouveau roman de la professeure québécoise : dans les années 1930, on suit Anna Freud, fille du célèbre psychologue, et en 2026, on suit la cinéaste Joyce Wilson. Le 23 septembre prochain, ce livre aux teintes de réalisme magique et de récit historique sera disponible en li-

brairie. Il s'ajoute à la vingtaine d'ouvrages publiés par Mavrikakis.

Extrait : « Il fallait que je m'entiche de la fille de Sigmund Freud dès notre arrivée à Vienne. Il ne manquait plus que cela. J'ai toujours été attirée par des êtres à part, un peu fantasques... »

Livres en anglais, avec traduction en français :

Eliza Sunshine par Michelle Good : réfléchir à l'héritage

Paru le 18 août 2026, ce roman est déjà nommé pour le prix Giller 2026, qui honore chaque année les meilleures œuvres littéraires canadiennes. Le récit est écrit par l'écrivaine à grand succès, qui a publié *Five Little Indians* en 2020 – sa première œuvre, vendue à plus de 500 000 exemplaires – et qui est récipiendaire du prix du Gouverneur général. Grand-mère, mère et fille se suivent à travers une histoire familiale marquée par l'oppression, la résistance et l'héritage.

Extrait : « Sometimes I feel that I wasn't born at all, rather sculpted and formed by the storms of my grandmother's life. » (« Parfois, j'ai l'impression de ne jamais être née, plutôt sculptée et façonnée par les tempêtes de la vie de ma grand-mère. »)

The Pirate Queen par Ariel Lawhon : une figure hors du commun

Dans un univers dominé par des pirates masculins, dont Barbe Noire, il y a Grace O'Malley. L'héroïne irlandaise du XVI^e siècle fut à

la fois pirate, capitaine et générale. Elle a même négocié avec la reine Élisabeth I^{re}! Ce roman historique et d'aventures en anglais relate la vie de cette capitaine. Il s'agit du huitième roman d'Ariel Lawhon et de son sixième consacré à une figure féminine historique, celui-ci paru le 8 septembre.

Extrait : « Because men will never respect you if you try to be like them. [...] Not unless you make them. » (« Parce que les hommes ne te respecteront jamais si tu essaies d'être comme eux. [...] À moins que tu les forces à le faire. »)

Escape Me par Tahereh Mafi : pourquoi choisir entre la dystopie et la romance?

Plusieurs fans attendent impatientement le grand retour des personnages de la franchise populaire *Shatter Me*, cette suite se déroulant dix ans plus tard. Roman de dystopie et de romance, *Escape Me* est le troisième volume de cette nouvelle série en anglais et paraîtra le 29 septembre. Mafi annonce d'ailleurs dans une publication sur *Instagram* : « I'm getting ready to write book 5 and book 3 isn't even out yet. (Je m'apprête à écrire le cinquième livre et le troisième n'est même pas encore sorti.) »

Trust Fall par Lynn Painter : une romance légère

Ce livre est parfait pour tous ceux qui raffolent des comédies romantiques! La prochaine romance en anglais de cette autrice paraîtra le 29

septembre. Le roman explore la relation naissante de Julia, une fille de la campagne qui déménage à New York et fréquente une école d'élite, et de Damion, un local qui devient son tuteur. Le clou du spectacle : c'est une romance de type *enemies to lovers*! Une utilisatrice de *Goodreads* souligne d'ailleurs : « C'est la meilleure lecture pour l'automne, parfait pour les fans de *Gilmore Girls*, de *Gossip Girl* et de *The Inheritance Games*. »

The American Way of Killing: The Invention of an Epidemic par Malcolm Gladwell : comprendre la violence aux États-Unis.

Dans ce livre de non-fiction en anglais, l'auteur se penche sur un sujet d'actualité : une culture favorable à la possession d'armes à feu aux États-Unis, ainsi que la violence qui en découle. Par l'entremise d'entrevues, d'archives, de recherches sociologiques et d'histoires, il dresse un portrait de cet enjeu. *Booklist*, une plateforme de l'Association des librairies américaines, commente en avant-première : « At every turn in this arresting, informative, and invaluable inquiry, Gladwell reveals hidden realities and contrasts honest versus dishonest discourse. » (« À chaque tournant de cette enquête fascinante, informative et inestimable, Gladwell révèle des réalités mises sous silence et contraste des discours honnêtes avec des propos malhonnêtes. »)

A Court of Splintered Harmony par Sarah J. Maas : bienvenue dans le « maasverse »

Annoncé récemment dans le podcast *Call Her Daddy*, le sixième tome de la série anglophone populaire *ACOTAR* sortira le 27 octobre prochain, auquel s'ajouteront un septième et un huitième en 2027. Ce nouveau cycle s'intitule *The Valkyrie Cycle*. Pour mieux apprécier ce titre, Maas recommande de lire l'ensemble de ses œuvres fantaisistes, puisque ses trois séries sont interconnectées dans le « maasverse ». Oui, les seize livres. Plusieurs théories circulent déjà quant à l'identité des personnages principaux de ce nouveau cycle. Il ne reste plus qu'à attendre avec un de ses livres à la main!

Slogan : « What was broken will be remade. » (« Ce qui a été brisé renaîtra. »)

D'ailleurs, beaucoup d'auteurs québécois publient pour la première fois un texte cette saison! En voici quelques-uns : Aude Laurent-de Chantal, Anouk Lefebvre, Émile Lévesque-Jalbert, Flavie Roy-Lévesque, Mélanie Bizier et plusieurs autres. C'est une belle occasion de découvrir ces nouvelles voix et, qui sait, peut-être de tomber sur votre prochain coup de cœur littéraire! ☺

Laurence Drouin
Contributeur



Frais de livraison à 0 \$

À cause des frais de scolarité ?

Uber One Étudiants

Économise sur Uber et Uber Eats

Avantages valides sur les courses et commandes admissibles seulement. 3 mois gratuits sujets à l'admissibilité et aux modalités d'adhésion; voir l'application pour détails.

GRATUIT
PENDANT
3 MOIS

DEVIENS MEMBRE
AUJOURD'HUI



L'admissibilité et les modalités d'adhésion s'appliquent.

